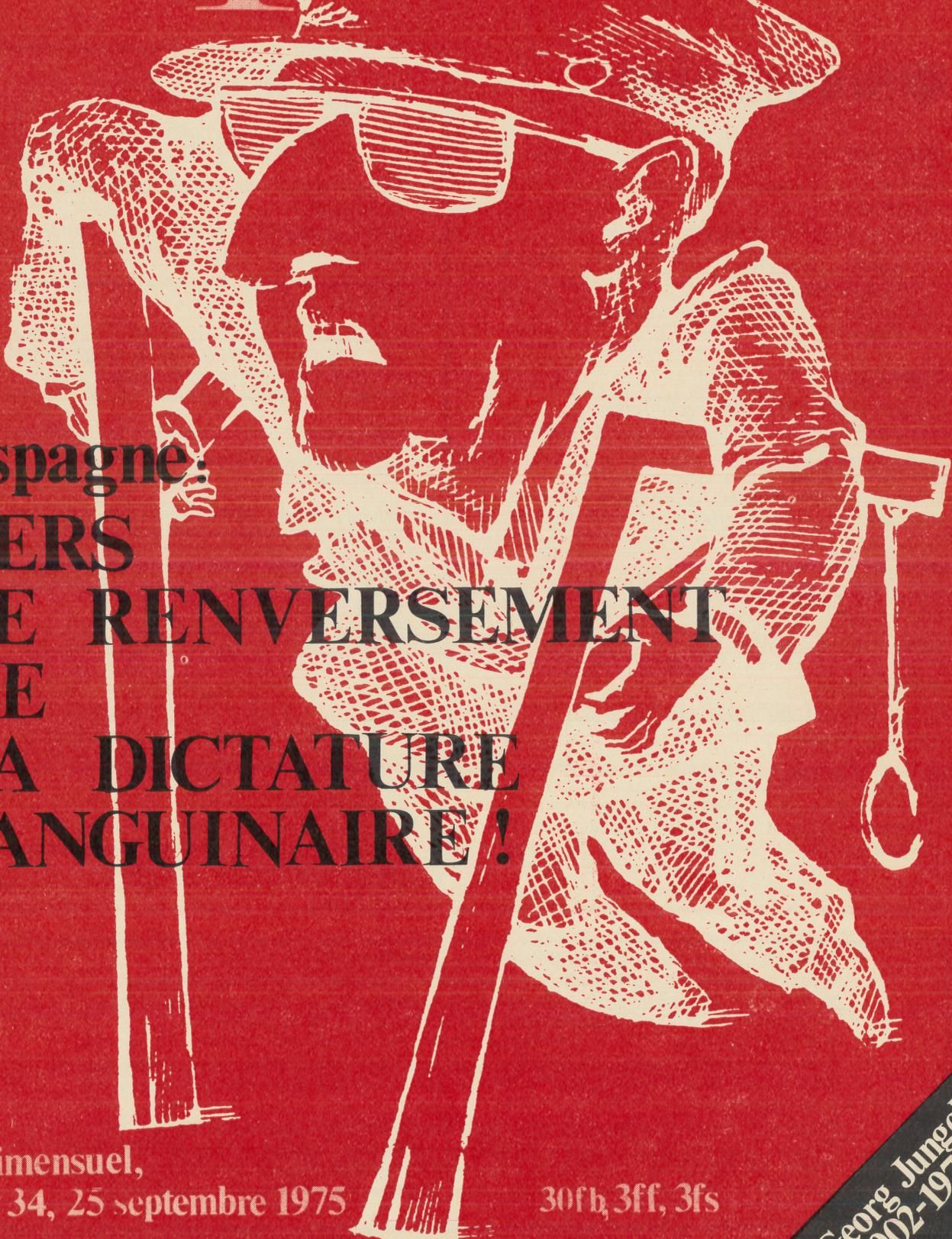


imprecor

correspondance de presse internationale



**Espagne:
VERS
LE RENVERSEMENT
DE
LA DICTATURE
SANGUINAIRE !**

bimensuel,
n° 34, 25 septembre 1975

30fh, 3ff, 3fs

Georg Jungclas
1902-1975



● sommaire

ESPAGNE

- Vers le renversement de la dictature sanguinaire p. 3
- 1) Interview d'un membre du Bureau politique de la LCR-ETA(6) p. 4
- 2) Appel unitaire à la grève générale en Euskadi p. 9
- 3) Lettre ouverte aux organisations ouvrières p. 11

PORTUGAL

- Un gouvernement d'ordre -A. Udry, Ch. Michaloux p. 13

ORIENT ARABE

- Paix provisoire et capitulation permanente - Jon Rothschild p. 16

ARGENTINE

- La bureaucratie syndicale et la crise - J. P. Beauvais p. 24
- Solidarité avec le PST ! p. 29

LES NOTRES

- Georg JUNGCLAS, 1902 - 1975 - Pierre Frank p. 30

FORUM INTERNATIONAL

- Pour un quotidien communiste révolutionnaire, tous à Paris les 18 et 19 octobre ! p. 32

quatrième internationale

Commandez le N° 20/21, printemps 1975

SOMMAIRE :

Daniel Bensaïd : Les avatars d'un certain réalisme - Le congrès de Lotta Continua

Tom Gustafsson : La social-démocratie dans les pays nordiques

Portugal : Après les élections - Résolution du Comité central de la Ligue Communiste Internationaliste (organisation sympathisante de la IVème Internationale

Saleh Jaafar : Les nôtres : Jabra Nicola

Jabra Nicola : Nation arabe et mode de production asiatique

Pierre Frank : Problèmes d'Union Soviétique vus d'Union Soviétique

Livio Maitan : Amérique Latine, de la guérilla à la guerre du peuple ? (l'autocritique mystifiée de Régis Debray)

Prix de ce numéro : 10 FF

Abonnement : France : 12 Nos 50 FF
6 Nos 25 FF
Etranger: 12 Nos 55 FF
6 Nos 30 FF

POUR TOUTE COMMANDE, ECRIRE A

Jean François GODCHAU

10 Impasse Guéménée

75004 PARIS

Chèques bancaires à J. F. Godchau

Chèques postaux à IVème Internationale

Mandats postaux à J. F. Godchau

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique

Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 24 par an • Pour les autres pays s'adresser à la rédaction

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

espagne

●

vers le

renversement

de la dictature

sanguinaire

●

A l'heure où la dictature franquiste moribonde intensifie à l'extrême les mesures répressives contre le mouvement de masse et son avant-garde, une grève générale politique prolongée se développe dans le Pays basque et le mouvement de solidarité s'étend - de façon inégale certes - à l'échelle de l'Etat espagnol. Plus que jamais, le développement de la solidarité contre la répression sanguinaire franquiste, pour sauver Garmendie, Otaegui et tous les militants du FRAP et de l'ETA dernièrement condamnés à mort, est une tâche du mouvement ouvrier et révolutionnaire international.

Nous publions ci-dessous une interview, réalisée le 13 septembre, d'un membre du Bureau Politique de la LCR-ETA(6) (organisation sympathisante de la IV^{ème} Internationale en Espagne) qui analyse les raisons de la politique actuelle du régime et l'évolution des luttes ouvrières en Euskadi de la grève générale du 11 décembre 1974 à celle des 11 et 12 septembre.

Nous publions également, à titre de document, le texte de l'appel unitaire à la grève générale, lancé en front unique par l'ensemble des organisations réformistes et révolutionnaires du Pays Basque. Cet appel est repris de "Combate" du 10 septembre, organe central de la LCR-ETA(6), qui passe bimensuel malgré les dures conditions de clandestinité.

Ensuite, nous publions la "lettre ouverte" envoyée par la LCR-ETA(6) à toutes les organisations ouvrières sur l'urgence de développer la solidarité avec Euskadi dans tout l'Etat espagnol.

Enfin, nous donnons un compte-rendu des mobilisations de solidarité avec les nationalistes basques qui se sont déroulées en Europe ces derniers jours.

1 interview d'un membre du bureau politique de la LCR. ETA (vi)

Q. - Peux-tu nous expliquer le contexte politique et le sens du décret-loi "contre le terrorisme" ?

R. - La raison la plus immédiate de ce décret-loi se trouve dans le mouvement extraordinaire de grève générale politique du 11 juin en Euskadi, la grève générale contre l'état d'exception. On a vu un régime dont le fondement est la répression, appliquer la mesure de répression la plus brutale dont il dispose et connaître, après 2 mois le résultat que l'on sait : 100 000 grévistes contre l'état d'exception au mois de juin. Cette grève représentait l'échec de l'état d'exception. La dictature cherche donc d'autres mesures. Par ces mesures répressives la dictature franquiste indique qu'elle renonce à ce que certains appellèrent une "évolution", une "ouverture", une "recomposition" politique. De plus en plus, sa politique se réduit à l'utilisation de l'appareil répressif. Les contradictions internes se multiplient pourtant et elles touchent même l'armée. Ainsi, s'est exprimée publiquement une opposition au sein du corps des officiers contre la dictature. Cette opposition s'appelle l'Union démocratique militaire. Il est difficile de dire ce qu'elle représente numériquement (quelques centaines d'officiers peut-être), mais elle dispose d'une certaine audience et elle est formée d'officiers qui possèdent un prestige. Ces officiers ont pris des positions dans un cadre bourgeois, certes, mais ceci révèle néanmoins les contradictions qui existent au sein de l'armée. A ces contradictions dans la hiérarchie militaire s'ajoute le développement dans la troupe de l'auto-organisation à la base, spécialement en Euskadi. La naissance de ces embryons de comités de soldats est très importante.

Si l'on considère que, au cours du mois prochain, le conseil de guerre militaire devra se prononcer sur une dizaine de peines de mort, on voit l'importance pour la dictature de faire apparaître l'armée comme garantie de son pouvoir en général et de l'action des forces répressives en particulier. Les contradictions qui commencent à la miner inquiètent le régime. En plein état d'exception, le chef de l'armée, le général Coloma, visite la garnison d'Euskadi et affirme : "Nous sommes derrière vous". Il cherchait ainsi à remonter le moral assez bas des troupes.

A cette situation dans l'armée, il faut ajouter le fait qu'un secteur de la bureaucratie élevée du franquisme a pris une position ouverte en faveur d'un processus d'institutionnalisation qui se situe évidemment dans le cadre d'un Etat fort, même très fort, mais hors du cadre dictatorial qui ne permet aucun fonctionnement des forces politiques de la bourgeoisie.

Dans ce contexte, la dictature cherche à utiliser le prétexte des actions du FRAP et de l'ETA (5) (fraction politico-militaire) pour lancer une offensive désespérée contre le mouvement de masse. Cette offensive s'accompagne d'une campagne de presse contre le terrorisme, dont la brutalité et la violence sont loin d'aboutir aux succès escomptés et qui exprime dès lors le processus de décomposition de la dictature. La résistance sociale face aux aspects les plus répressifs des décrets est multiple. Il faut souligner la censure ultra-rigide qui fait revenir le système d'information aux années quarante et fait revivre à très large échelle l'écoute la nuit de la radio du PC, de radio-Paris et entraîne la multiplication des passages d'information sous forme de photocopie d'articles du "Monde", ect. Un éditorial du Figaro photocopié est considéré comme un tract contrevenant à des articles, décrets, lois, contre le terrorisme. Pour les avocats, il est impossible d'assumer la défense des accusés et ils peuvent à tout moment être accusés de collaboration avec le terrorisme. Enfin, ce décret-loi a évidemment une fonction bien précise de répression contre les militants révolutionnaires et sert à justifier les peines les plus dures.

Ces mesures répressives frappent également au niveau de masse. L'habeas corpus est suspendu et le délai de détention légale est prolongé de 3 à 10 jours, et 10 jours de torture c'est extrêmement long. Les prisonniers politiques ne peuvent plus communiquer avec les avocats. Dans la prison de Basauri, dès le 28 août, les avocats n'ont plus pu communiquer avec les prisonniers, n'ont plus reçu de permis spéciaux pour les contacter. La violence de ces décrets est telle qu'on la voit s'appliquer à tous les niveaux. Un exemple: un enfant de 12 ans a été arrêté par la garde civile parce qu'il avait téléphoné à un journal de Saragosse qu'il allait déposer une bombe. On l'a accusé de terrorisme. Un autre exemple, à un autre niveau :



la grève générale en Euskadi

c'est l'échec de l'état d'exception...

à Pampelune, dans l'entreprise Super-Ser, le patron dit "progressiste" a, lors d'une réunion des travailleurs, menacé tous ceux qui prendraient la parole en assemblée ou qui se mobiliseraient de les dénoncer à la police comme contre-venant aux décrets-lois. Mais il faut souligner la résistance directe ou larvée à tous les niveaux contre ces décrets. Elle apparaît de façon détournée dans des articles de presse dans des premières pages et, évidemment il faut mettre en relief la chose la plus importante : alors que l'arsenal répressif est utilisé au maximum, une grève générale prolongée se développe dans le Pays basque pour sauver la vie de Garmendia et Otaegui. Voici la meilleure expression de l'incapacité de la dictature à refouler le mouvement de masse.

Q. - Quel est le rapport entre ces grèves générales en Euskadi des 28/29 août et du début septembre et les grèves précédentes de décembre 1974 et juin 1975 ?

R. - Il faut préciser que ces trois mouvements de grève (décembre, juin, août/septembre) se sont développés en Euskadi mais que leur influence se fait sentir à l'échelle de tout l'Etat espagnol de façon croissante au niveau de l'avant-garde politique et ouvrière. Elles expriment le fait que l'Euskadi est le point-clé de la situation espagnole dans son ensemble. Nous devons tenir compte du développement inégal de la lutte; c'est un point de départ, il s'agit de maîtriser cette donnée de la réalité afin de transformer ce caractère inégal en un caractère combiné. Si l'on veut, les grèves d'Euskadi ont une importance nationale décisive mais restent encore limitées géographiquement. La limitation géographique ne doit pas nous faire tomber dans un travers qui mettrait uniquement en relief l'inégalité du développement, mais nous devons bien au contraire, voir les potentialités qui se développent et le rôle crucial que les luttes en Euskadi peuvent avoir au niveau de l'Etat espagnol.

Passons maintenant à la comparaison entre ces trois mouvements. Le 11 décembre, ce qui fut décisif dans la grève générale politique - ce qui est une rareté dans le mouvement ouvrier européen - ce fut de démontrer que la

grève générale est possible. Mieux, quelle est possible contre la volonté et le travail des réformistes du PCE (Parti communiste espagnol) et qu'elle peut être convoquée par les commissions ouvrières. Le 11 décembre a fait s'écrouler l'argument du PCE selon lequel la grève générale est une aventure, selon lequel les conditions ne sont pas réunies, qu'il faut attendre de construire la Junte démocratique avant de s'engager dans un tel mouvement. Décembre, c'est la rupture avec ce type d'argument.

Le 11 juin, c'est la défiance de masse face à l'état d'exception. C'est la preuve qu'il est possible à l'échelle de l'Etat espagnol de riposter, y compris contre les mesures les plus dures de la dictature.

Le 28 août, synthétiquement, la signification peut être traduite à trois niveaux : tout d'abord c'est une grève générale politique prolongée. C'est la première dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol dans l'après-guerre. Elle n'est pas arrivée par hasard. Elle est le fruit d'une longue préparation : depuis le 12 juin, cette grève pour sauver Otaegui et Garmendia a été préparée par l'avant-garde, dans les quartiers et dans les entreprises. La deuxième caractéristique c'est qu'elle fut initiée par un front politique très large des organisations révolutionnaires et réformistes. La troisième caractéristique c'est qu'elle se développe dans une situation générale où la dictature fait preuve de toute sa force de répression, sans réussir à briser le mouvement, c'est-à-dire qu'elle se situe, dans le fond, au seuil de la chute de la dictature.

Q. - Peux-tu dégager les traits essentiels qui ont modelé le mouvement de grève ?

R. - Il faut tout d'abord préciser que, s'il existe une inégalité de développement des luttes à l'échelle nationale, elle existe aussi au sein des provinces de l'Euskadi. Le niveau le plus élevé de lutte fut atteint en Biscaye et en Guipuzcoa. La première caractéristique c'est le niveau très élevé du nombre des grévistes, 150 000 environ les 28/29 août et le 3 septembre; 60 à 100 000 le 1er et le 11/12 septembre. La deuxième caractéristique, et la plus importante au fond, c'est l'organisation du mou-

vement et la confiance des masses dans l'avant-garde. C'est en Guipuzcoa que ce rapport de confiance entre l'avant-garde politique et le mouvement de masse est le plus développé. C'est là que le prestige des organisations révolutionnaires est le plus grand. Déjà cela s'était manifesté en décembre et juin derniers. L'avant-garde avait joué un rôle décisif dans le développement de ces grèves. Dans cette région les rapports de force entre l'avant-garde et les partis traditionnels penchent en faveur de la première. Ce rapport de confiance se traduit dans le fait que l'appel à la grève générale lancé par le comité de grève générale d'Euskadi est largement suivi; mieux, le comité de grève générale appelle à la grève le 3 septembre et lance un mot d'ordre pour le 11 et le 12, et demande aux ouvriers de reprendre le travail entre le 3 et le 11 septembre. Les travailleurs, de façon évidente, retournent au travail le 4 parce que le comité de grève l'a dit. En retournant au travail ils savent que le 11 ils vont réengager la lutte. La troisième caractéristique tout aussi importante c'est le développement des formes d'auto-organisation.

La grève générale fut donc appelée par un comité de grève qui avait la forme d'un front unique des organisations ouvrières. Ce ne furent pas les commissions ouvrières qui jouèrent un rôle important cette fois, mais le front unique. Ensuite, il faut souligner que là où des divisions existent - vu l'existence de commissions ouvrières influencées par diverses organisations - une tendance à dépasser cette division au niveau de la zone ou de l'entreprise dans des organes adéquats s'est développée. Par exemple à la Naval, grande entreprise de Bilbao (500 000 habitants) où il existe des commissions ouvrières influencées par le PC, des commissions ouvrières influencées par l'extrême-gauche, l'UGT et où, en plus, existe une division entre travailleurs contractuels et permanents, un comité unitaire pour développer le mouvement fut créé afin de dépasser ces divisions. Dans Valle del Urola, cette unité se fit sous la forme de comités inter-fabriques. Dans la zone de Renteria (environ cent mille habitants, la ville elle-même ayant 30 000 habitants) l'unification se fit par la mise en place d'assemblées de "luchadores" (militants ouvriers). En Guipuzcoa se multiplièrent les assemblées de "monte" (ce nom est dû au fait que ces réunions ont lieu sur des collines). En Guipuzcoa il existe en quelque sorte une tradition de lutte contre la dictature qui s'exprimait par des "excursions" politiques. Ces assemblées de "monte" apparaissent comme les organes de direction de la grève et le comité de grève est une sorte d'exécutif.

En Biscaye, là où l'avant-garde est la plus faible et où le PCE et le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) sont relativement plus forts des commissions de grèves de zones sont apparues pour unifier le mouvement. Il faut souli-

gner l'absence d'assemblées à la base dans les usines en Guipuzcoa. Bien que dans cette région le niveau des mobilisations soit très élevé, cela explique le rôle secondaire dans cette grève des commissions ouvrières; il n'y a pas eu d'assemblées dans les usines, l'organisation de la lutte s'est faite par d'autres canaux. Par contre, en Navarre, il y a plus de mouvements au niveau des entreprises bien que le niveau de lutte soit plus bas; cela exprime l'éducation de type syndicaliste qu'a diffusé dans cette région l'organisation centrée ORT (Organización revolucionaria de los trabajadores - Organisation révolutionnaire des travailleurs). Malgré toutes les différences, ce qu'il faut souligner c'est la tendance générale à chercher des instruments unificateurs associant le maximum de travailleurs pour développer une lutte à un niveau très élevé.

Enfin il faut souligner la politisation et la combativité extrêmes. Cela s'est exprimé de multiples façons. Je montrerai comment cela s'est manifesté sous l'angle de l'auto-défense.

A Babok, en Biscaye, entreprise de 4 500 ouvriers, les travailleurs se sont réunis en assemblée et au moment où ils ont voulu sortir ils ont constaté que la police spéciale surveillait l'entreprise. Ils ont alors pris les bancs des vestiaires, se sont armés de bidons d'essence et de divers instruments et sont sortis en criant "à la charge!". Les policiers de la "spéciale" se sont dispersés et n'ont arrêtés que quelques ouvriers qui se trouvaient en queue de cortège. A Lequeitio, dans la province de Biscaye, 1 500 personnes sur une ville de 6 000 habitants ont manifesté devant la caserne des gardes civils qui se sont réfugiés à l'intérieur et pointèrent leurs fusils sur la foule, mais cachés derrière leurs fenêtres. Cela exprime le niveau de combativité des masses. A Algorta, en Biscaye, il y eut 5 à 6 manifestations de plus de 1000 personnes. Le comité anti-répression regroupe en permanence 300 personnes. Des actions ont été entreprises et des détenus ont été libérés après avoir été pris par la BPS (brigade politico-sociale). Enfin, et ceci est essentiel pour l'avenir, le comité de grève de Renteria s'est doté d'un comité permanent d'auto-défense qui doit préparer des manifestations, assurer leur défense, etc..

Q. - Peux-tu expliquer les raisons du développement inégal et les problèmes politiques que cela peut poser ?

R. - A l'échelle de l'Etat ce développement inégal doit être compris d'une part à partir des différences historiques de formation de la classe ouvrière, de tradition, etc., et, d'autre part à partir de 40 ans de dictature franquiste. Dès lors, ce qui était déjà une caractéristique dans la période de la montée de la révolution espagnole -- le développement inégal -- continue à l'être aujourd'hui. Le problème essen-

tiel pour rompre ce développement inégal c'est de dégager une solidarité de masse avec l'Euskadi. Une solidarité dont les formes peuvent être différentes. Barcelone constitue évidemment le point clé pour que cette solidarité puisse avoir un impact en mobilisant les gros bataillons de la classe ouvrière. Dans le développement restreint de la solidarité de masse, le PCE, tout spécialement, a une grande responsabilité. Mais, sans faire d'auto-proclamation, il faut reconnaître que presque toutes les organisations de la dite gauche révolutionnaire n'ont pas développé un travail de solidarité à la hauteur des nécessités et de la conjoncture politique, en dehors de la LCR-ETA(6). Le problème du développement inégal est dramatique à deux niveaux. En Euskadi le mouvement de masse peut à brève échéance, commencer à ressentir l'isolement et, dès lors, à hésiter. A un autre niveau, celui des avant-gardes politiques, il peut y avoir un sentiment d'impuissance face à l'incapacité de faire surgir la solidarité. Enfin, il faut situer ce problème du développement inégal par rapport à la situation conjoncturellement difficile sur le plan général. Le chômage très grand renforce, dans une série de régions, l'impact de la répression patronale. Les travailleurs craignent de perdre leur emploi. Le décret-loi multiplie les risques à l'occasion d'une action de solidarité. Enfin, le manque d'informations, qui n'a pas été contrebalancé par un effort systématique de la part des organisations révolutionnaires, diminue la présence dans la conscience des travailleurs de l'Etat espagnol du niveau de lutte dans le Pays Basque et de la grande défaite que cela signifie pour la dictature. Cependant, il faut souligner qu'il y a eu un progrès dans la solidarité depuis plusieurs mois et même entre le 28 août et le 11/12 septembre. Ainsi, dans diverses villes, des manifestations d'avant-garde regroupant 100 à 1000 manifestants ont eu lieu. La propagande et l'agitation, malgré leurs faiblesses se sont développées. Aujourd'hui à la solidarité avec l'Euskadi, il faut ajouter la solidarité avec les militants du FRAP que la dictature va tenter d'assassiner espérant une riposte moins forte que lors du procès de Garmendia et Otaegui. Il est essentiel que nous prenions en charge, quelles que soient les critiques politiques que nous pouvons exprimer face aux initiatives du FRAP -- la solidarité avec les camarades condamnés. Sous peu, à ce mouvement contre les peines de mort, s'ajoutera le mouvement revendicatif lié au renouvellement des contrats qui va commencer en octobre et se terminer en janvier. La situation est donc extrêmement favorable pour faire percer le mouvement à l'échelle de l'Etat espagnol.

Pour terminer je désirerais ajouter que le niveau du mouvement atteint en Euskadi doit être compris à partir de la longue période de préparation qui s'est faite systématiquement depuis juin dernier alors qu'aucune pré-

paration similaire n'a eu lieu dans le reste de l'Etat, ce dont il faut tenir compte pour juger de la situation.

Q. - Peux-tu tracer rapidement la politique du PCE ?

R. - Tout d'abord, il faut insister sur le fait qu'il pourrait jouer un rôle clé dans le développement de la solidarité, vu sa position, son influence. Ensuite, il faut mettre en évidence la différence entre sa position générale et sa pratique lors du dernier mouvement en Euskadi. Dans ces provinces, le PCE est faible, il ne contrôle pas le mouvement, les rapports de forces avec l'extrême-gauche sont différents, à partir de là, son adaptation tactique est compréhensible. Dès lors, il a signé le 11/12 l'appel à la grève générale et il a poussé le mouvement. Le 28/29 par contre, en soutenant systématiquement les positions les plus droitières dans le comité de grève générale d'Euskadi, il tenta de freiner le mouvement. Mais, le plus important est que, malgré ses grandes déclarations à la radio et ailleurs, dans l'Etat espagnol il n'a rien fait pour développer la solidarité. Il n'a rien fait pour centraliser le mouvement à l'échelle de l'Etat, la seule chose qu'il essaie de faire, c'est de chevaucher le tigre dans le Pays Basque, pour être bien placé si les mobilisations démarrent. Il a pris des positions en outre que l'on peut qualifier de scandaleuses; elles sont plus adressées à la droite bourgeoise qu'au mouvement ouvrier. Ainsi a-t-il déclaré que le terrorisme ne peut pas se combattre avec les méthodes de la dictature; ce qui signifie implicitement que lui en aurait de meilleures ou, encore, des déclarations du type "nous sommes tous responsables de ce qui se passe dans le pays".

En dehors de ces considérations, le point le plus important peut-être est de souligner qu'en Euskadi, la Junte démocratique n'a joué aucun rôle, ni d'ailleurs la Convergence démocratique. Le niveau du mouvement de masse a montré l'inadéquation de ce type d'instruments et le PC a dû choisir la voie de la participation en front unique dans le comité de grève.

C'est à Barcelone que la responsabilité du PCE pèse le plus. Il n'a rien fait et le résultat de l'entrée des militants de Bandera Roja dans ses rangs s'exprime par un processus de tournant à droite. Ceci ne pourra pas continuer sans poser des problèmes à l'intérieur du parti. Quelques signes existent déjà. En Guipuzcoa il y a eu une petite scission. Une tendance a développé une position critique par rapport à la ligne droitière adoptée par la direction du PCE et spécialement à Barcelone. Cette tendance reprochait à la direction du PCE de passer un pacte social avec la bourgeoisie dans le cadre de la Junte démocratique et non pas un "pacte politique". Quelle que soit

la confusion de ces critiques, ce type de tensions est un premier symptôme.

On voit mal comment le PCE pourra rester longtemps inactif dans la situation actuelle. Il va certainement tenter de canaliser le mouvement vers des objectifs de lutte liés au renouvellement des contrats et sur le plan syndical, mais il serait faux d'analyser cela de façon unilatérale, ce type de mobilisation peut se combiner avec le type de lutte se développant actuellement et déboucher sur une crise majeure, quelle que soit la volonté de Carillo.

Q. - Peux-tu tracer rapidement les principales perspectives ?

R. - Tout d'abord il faut bien avoir présent à l'esprit les trois données essentielles de la situation politique.

Premièrement, la promulgation de la loi anti-terroriste et les sentences prononcées contre Garmendia et Otaegui -- ainsi que contre les militants du FRAP et de l'ETA -- indiquent l'état de crise extrême du franquisme.

Deuxièmement, cette crise s'exprime dans l'armée (où se déroule d'ailleurs une bataille dans l'ombre pour le contrôle de l'instrument répressif qu'est la garde civile) et dans des secteurs liés très étroitement jusqu'ici au régime.

Troisièmement, la chute très rapide de la Bourse (ce qui a nécessité un accord entre la banque et le gouvernement) comme les accusations de "manque de patriotisme et de couardise" faites par le ministre de l'industrie contre des capitalistes reflètent l'état de tension croissante dans les relations entre bourgeoisie et dictature. Le grand capital commence à comprendre que le maintien de la dictature stimule une situation explosive avec des rythmes très rapides qui suscitent une croissance impressionnante d'activité et de la conscience des masses mais aussi une dépréciation de ces instruments fondamentaux de domination et particulièrement de l'armée.

Encore une fois, il faut mettre l'accent sur le rôle décisif, fondamental du mouvement de masse. Il faut insister sur le fait que l'appel à la grève générale des 11 et 12 septembre, d'une part fut lancé par la totalité des organisations politiques ouvrières et, d'autre part, qu'il ne fut pas déterminé par une attitude attentiste qui aurait fait dépendre l'initiative d'appeler à la grève générale du résultat du recours. Cet appel et l'écho qu'il rencontra indiquent une capacité d'offensive jusqu'à maintenant jamais atteinte en Euskadi. Le mouvement de masse a pris la forme d'une grève prolongée -- au développement complexe et inégal aussi bien en Eus-

kadi que dans l'ensemble de l'Etat -- indiquant combien est à l'ordre du jour le renversement de la dictature dans la mesure où se combine au mouvement qui s'est développé en Euskadi un mouvement à l'échelle de l'Etat. Si on situe cela dans le cadre de la crise actuelle du régime, cette combinaison mettant à l'ordre du jour le renversement de la dictature n'implique pas la nécessité d'une uniformisation des niveaux de lutte à l'échelle de l'Etat.

Le renversement de la dictature peut se produire à partir d'une mobilisation généralisée mais dont l'inégalité reste importante et dont la pointe avancée sera l'Euskadi. En outre, il faut bien comprendre qu'avec cette grève générale prolongée, le thème de la grève générale révolutionnaire est plus actuel que jamais malgré le manque d'homogénéité du mouvement dans le cadre de l'Etat.

Si dans les jours qui viennent le régime exécute les sentences de peine de mort, le niveau de la riposte de masse peut s'élever encore d'un cran. S'il recule cela représentera une victoire énorme. Ceci exprime toute l'impasse et la crise de la dictature franquiste. Nous ne sommes donc pas en présence d'une répétition de la mobilisation de Burgos; aujourd'hui, les marxistes révolutionnaires doivent se préparer à porter des coups décisifs contre la dictature. Nous devons centrer notre effort pour que le mouvement de masse "fasse un bond en avant" en stimulant toutes les formes d'auto-organisation et en mettant l'accent sur les tâches d'auto-défense, en indiquant des objectifs plus élevés. De plus, tous les efforts doivent être faits pour stimuler le mouvement de solidarité à l'échelle de l'Etat en lui faisant dépasser les limites de la mobilisation restreinte d'une avant-garde. C'est aussi dans cette perspective que nous avons adressé notre "lettre ouverte" à toutes les organisations du mouvement ouvrier. (1)

Face à cette situation, l'importance de la solidarité internationale ne peut qu'être à nouveau soulignée. Le mouvement ouvrier et révolutionnaire international a su, en 1970, lors du premier procès de Burgos, arracher Izko et ses camarades à la mort. Les mobilisations qui doivent se développer aujourd'hui pour sauver Garmendia, Otaegui et les camarades du FRAP et de l'ETA condamnés à mort, prépareront les mobilisations encore plus larges qui devront se développer dans un avenir plus très éloigné en solidarité avec la révolution espagnole.

(1) Pour les tâches des marxistes révolutionnaires en Espagne, voir également l'"Agonie du franquisme", déclaration du S.U de la IV^e Internationale dans "Inprecor" n°29 de juin 75.

2

appel unitaire à la grève générale en Euskadi

Les partis politiques et les organisations de masse d'Euskadi : Commissions ouvrières d'Euskadi, Union générale des travailleurs, Comité central socialiste d'Euskadi (PSOE), Comité national d'Euskadi (ORT), Jeunesses Socialistes, Ligue communiste, LCR-ETA(VI), Mouvement communiste d'Espagne (MCE), Parti carliste, Parti communiste d'Euskadi, Organisation de la gauche communiste d'Espagne, Unification communiste, réunies en ce jour et ayant examiné la situation politique actuelle sont arrivées aux conclusions suivantes :

GARMENDIA et OTAEGUI ont été condamnés à mort. La formidable riposte du peuple d'Euskadi et en particulier du peuple du Guipuzcoa et de Biscaye, dans les difficiles conditions de la terreur franquiste doit grandir encore et s'étendre pour arriver à les sauver de l'exécution.

Pour cela, elles ont jugé opportun et nécessaire, étant donné la tenue du prochain Conseil Militaire des Ministres, celui-là même qui a promulgué la loi appelée Anti-terroriste, qui va décider d'assassiner deux de nos compatriotes, qui a déchainé une répression brutale contre la lutte du peuple basque allant jusqu'à l'assassinat du camarade Jésus Garcia Ripalda et qui prétend continuer avec une lon-

gue suite de procès où la peine de mort est requise, de lancer les 11 et 12, dans toute l'Euskadi, une grève générale qui fera obstacle aux intentions du gouvernement franquiste d'écraser la combativité de notre peuple.

D'appeler à leur tour, toutes les organisations politiques, les organisations de masse, les organismes unitaires et démocratiques, la classe ouvrière et le peuple du reste de l'Etat espagnol, à apporter leur soutien actif, surtout à ces dates pour que nous remportions la victoire dans cette dure bataille que nous engageons.

Pour leur part, elles s'engagent à redoubler d'efforts, à renforcer leur unité sur la base des aspirations à la liberté et à la justice qui sont si chères au peuple basque, pour achever avec succès cette lutte difficile contre le défi lancé par ce gouvernement d'assassins.

Appeler les ouvriers, les étudiants, les paysans, les pêcheurs, les professions libérales... à la grève générale les 11 et 12.

Tous dans la lutte ! Euskadi unie, debout ! Organisons la plus grande et la plus exemplaire GREVE GENERALE d'Euskadi !

Euskadi debout pour Garmendia et Otaegui !
5 septembre 1975

3

lettre ouverte aux organisations ouvrières

A la direction de tous les partis ouvriers,

Camarades,

La conjoncture politique, l'attaque que prépare le capital contre le niveau de vie et le droit au travail de la classe ouvrière, le durcissement brutal de la répression franquiste ("Décret-loi contre le terrorisme", peines de mort requises en série) et, en particulier les événements qui, depuis une semaine se déroulent en Euskadi, exigent une action urgente et concertée de tous les partis ouvriers à l'échelle de l'Etat.

Depuis sept jours, toute la classe ouvrière et le peuple d'Euskadi -- surtout en Guipuzcoa et en Biscaye -- se sont lancés dans une lutte ouverte pour arracher la vie de Garmendia et Otaegui des griffes franquistes. Les conséquences que cette nouvelle grève générale --

la plus large et la plus radicale dans l'histoire du mouvement ouvrier sous le franquisme -- peut avoir sur le déroulement de la lutte des classes dans tout l'Etat espagnol sont très claires :

- En premier lieu -- et comme l'ont exprimé presque tous les partis ouvriers au Comité de grève d'Euskadi -- le combat n'est pas seulement une lutte pour sauver la vie de ces deux militants nationalistes révolutionnaires. Non seulement au sein de l'avant-garde mais aussi à un niveau de masse, il est devenu évident que l'affrontement doit être dirigé centralement contre la dictature qui veut les assassiner. Cette conscience de la nécessité d'en finir, une fois pour toutes avec le franquisme se trouve ainsi au centre des aspirations de la classe ouvrière et de tout le peuple opprimé.

- En second lieu, la combativité qui s'est exprimée matériellement en Euskadi et la solidarité qu'elle peut éveiller dans tout le reste de l'Etat, confrontées à l'épreuve de force que le nouveau tournant de l'imbécilité répressive du franquisme impose au mouvement de masse, mettent à l'ordre du jour, de façon urgente et immédiate, la nécessité d'une grève générale à l'échelle de l'Etat, qui soit capable d'arrêter les attaques de la répression et, de plus, capable de lancer une offensive de masse pour le renversement de la dictature. L'appel du Comité de grève d'Euskadi à une nouvelle grève générale pour les 11 et 12, la nécessité de la solidarité dans tout l'Etat à ce moment là, solidarité qui peut se transformer -- et nous devons tenter de le faire -- en lutte unitaire la plus large possible, en grève générale là où ce sera possible, n'est que la manifestation la plus immédiate de cette possibilité, de cette nécessité, d'une grève générale coordonnée à l'échelle de tout l'Etat.

- En troisième lieu, il faut remarquer les relations étroites et l'influence directe des divers organismes unitaires qui sont apparus et des mobilisations en cours. Par delà les divergences politiques, les partis et organisations ouvrières, les Commissions ouvrières, les Comités d'entreprise, les organismes de quartier et ceux des enseignants, les comités contre la répression, se sont organisés unitairement en Comités de grève, dont la structuration s'étend depuis le Comité de Grève d'Euskadi jusqu'à ceux de chaque province, zone et village, et il existe une coordination et des relations approfondies entre eux tous.

Nous pensons que maintenant il est important d'intégrer à ces comités des délégués élus directement par les assemblées comme cela à commencer à se faire dans quelques zones du Guipuzcoa. Mais avant tout il nous paraît important de remarquer que la classe ouvrière et le peuple d'Euskadi se sont retrouvés pour la première fois avec une unité organique totale des partis ouvriers pour impulser l'action unitaire et que ce fait a été déterminant pour l'ampleur de la mobilisation.

Il est urgent de faire connaître cet exemple dans tous les coins du pays. Et, en particulier, il est urgent d'arriver à forger un cadre unitaire de ce type à l'échelle de l'Etat tout entier pour promouvoir la mobilisation en solidarité avec Euskadi, pour préparer et coordonner la grève générale, pour diriger le combat des masses contre la dictature.

La lutte contre la répression ne s'arrête pas à la bataille pour sauver la vie de Garmendia et Otaegui. Dans l'immédiat, la dictature a l'intention d'assassiner plusieurs militants du FRAP et Pérez Beotegui, Eva Forest, Antonio Duran... La Loi anti-terroriste est une menace grave pour toutes les organisations ouvrières -- y compris celles qui ne sont pas explicitement mentionnées dans le décret --

comme pour toute la classe ouvrière, pour tout le peuple opprimé, pour tous ceux qui combattent pour mettre fin à la dictature franquiste.

Le durcissement actuel des lois répressives suppose la renonciation totale du régime et de son gouvernement à diriger le pays par un quelconque moyen qui ne soit pas la répression ouverte. C'est pourquoi dans les circonstances actuelles, la lutte contre la répression franquiste revêt un caractère permanent et devient l'un des axes principaux du combat contre la dictature assassine.

Nous savons que de profondes divergences existent entre les organisations ouvrières sur les moyens d'en finir avec le franquisme et, plus concrètement, sur le rôle que jouent en ce sens les alliances avec des secteurs de la bourgeoisie. La division atteint également les organisations ouvrières mêmes qui ont mis en pratique de telles alliances. Nous pensons que là n'est pas la bonne voie. Nous croyons que la dictature ne tombera que sous les coups de l'action directe du mouvement de masse, des coups comme ceux que lui portent aujourd'hui la classe ouvrière et le peuple d'Euskadi. Nous sommes absolument convaincus que ces alliances ne peuvent qu'entraver cette action directe des masses et mettre le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie. C'est pourquoi nous nous battons pour la rupture de tout accord avec la bourgeoisie, pour la sortie des organisations ouvrières de la "Junta" et de la "Convergence" et de tout autre organisme interclassiste, et pour une ligne d'indépendance de classe.

Nous continuerons à lutter pour tous ces objectifs. Mais dans les circonstances actuelles, nous ne pensons pas que la rupture de ces alliances soit une condition préalable pour parvenir à une action unitaire entre tous les partis ouvriers. Malgré toutes les divergences politiques nous croyons qu'une action unitaire entre nous est absolument indispensable. Nous pensons qu'aujourd'hui le Front Unique de tous les partis ouvriers contre la répression ainsi que son action unitaire à travers les Commissions Ouvrières et les organisations de solidarité et anti-répressives, peut et doit devenir une réalité. Nous sommes favorables et disposés à appuyer toute forme de résistance à la Loi anti-terroriste et aux peines de mort. Mais arrêter l'offensive répressive actuelle du franquisme et en faire sa propre tombe exige -- surtout -- la mobilisation unitaire et coordonnée dans tout l'Etat qui doit suivre le chemin que nous trace aujourd'hui l'Euskadi, avec toute la classe ouvrière et le peuple opprimé. Sans négliger d'autres formes de lutte, c'est la mobilisation unitaire de masse qui est la tâche essentielle pour arrêter la répression franquiste. La réussite de ce type de mobilisation exige l'action unie de tous les partis ouvriers, quelles que soient leurs divergences politiques actuelles.

Ainsi donc la lutte contre la répression doit être au premier plan dans l'activité unitaire des partis ouvriers. Mais celle-ci ne s'arrête pas là. L'anarchie de l'économie capitaliste a engendré une crise profonde. Maintenant, les capitalistes prétendent faire payer à la classe ouvrière les conséquences de cette crise. Pour cela, ils ont préparé une attaque de fond contre les travailleurs : la généralisation du chômage et des licenciements et les attaques contre le niveau de vie sont les deux manifestations fondamentales de cette offensive. Elle a un caractère global, elle est généralisée à tout l'Etat et affecte tous les travailleurs.

Tout au long de la prochaine saison automne-hiver, les travailleurs opposeront une forte résistance à cette agression capitaliste. Mais il sera impossible de la vaincre si cette résistance apparaît désordonnée, isolée dans chaque usine, dans chaque zone. Plus que jamais par le passé, la nécessité d'une mobilisation unitaire contre le chômage et la détérioration du niveau de vie des travailleurs est la condition d'une lutte efficace. Sur ce terrain là aussi, l'action unie des partis ouvriers se fait urgente et indispensable. Seule cette action est capable d'assurer une coordination suffisante du mouvement de masse. Elle seule est capable de forger un cadre unitaire pour les luttes.

Par leur nature et leur composition même, ni la "Junte" ni la "Convergence" ne sont capables de forger ce cadre unitaire des luttes. Les programmes mêmes de ces organisations ne contiennent aucun objectif sur ce plan.

Nous sommes conscients de ce qu'il n'est pas possible de réaliser et de stabiliser un Front Unique Anticapitaliste avant que les partis ouvriers aient rompu leurs accords et leurs pactes avec la bourgeoisie. Mais nous pensons que ceci n'empêche pas qu'il soit possible et

nécessaire d'arriver à un accord unitaire entre eux pour la lutte contre le chômage et pour l'amélioration du niveau de vie des travailleurs. Nous croyons que cet accord est possible et que de plus il est indispensable pour assurer la mobilisation unitaire de la classe ouvrière.

Armature de cet ensemble d'objectifs, la préparation et l'impulsion d'une grève générale à l'échelle étatique apparaît aujourd'hui comme la tâche centrale de tous les partis ouvriers. Sa réalisation même dépend de ce que, par-delà les divergences politiques existantes, l'accord et l'action unitaire entre tous les partis ouvriers deviennent une réalité.

Dans la situation politique actuelle de notre pays, cette grève générale impulsée unitairement, peut, de fait, se convertir en une offensive définitive du mouvement de masse pour en finir avec la dictature franquiste. C'est pourquoi en même temps que l'absolue priorité qu'il faut donner à l'organisation et à la stabilisation d'un comité unitaire de tous les partis ouvriers à l'échelle de l'Etat, il est indispensable de donner une forme concrète à cet accord dans chaque province, zone ou centre ouvrier, suivant en cela l'exemple que nous donnent aujourd'hui les comités de grève en Euskadi.

Nous proposons donc l'annonce immédiate d'une réunion de tous les partis ouvriers, à l'échelle étatique, pour décider des formes concrètes de notre activité unitaire. Ci-joint une première proposition de date et de lieu.

Salutations communistes

Bureau Politique Unifié de la LCR-ETA(6)
5 septembre 1975

4 solidarité internationale

Dès l'annonce de l'ouverture du Conseil de guerre de Burgos contre Otaegui et Garmendia, et malgré la date peu favorable (fin août, alors que les travailleurs sont encore en vacances), le mouvement ouvrier et révolutionnaire européen s'est mobilisé pour riposter le plus massivement possible et empêcher ainsi la condamnation à mort et l'exécution des militants nationalistes basques par les bourreaux franquistes.

En Grande-Bretagne, à l'annonce de la sentence de mort contre Garmendia et Otaegui, de nombreux dirigeants syndicalistes et travaillistes ont manifesté leur protestation auprès des autorités espagnoles. A l'initiative des dirigeants des principaux syndicats (TGWU - trans-

ports-, NUM - mineurs -, AUEW - métallurgie -, etc.) une pétition circule largement pour exiger la suspension immédiate de la sentence.

Le mercredi 10 septembre, 19 militants révolutionnaires occupèrent les bureaux de Ibéria à Londres. Ils furent tous arrêtés pour violation de domicile ! Il y eut des manifestations regroupant environ 5 à 600 personnes à Londres le samedi 23 août, le samedi 30 août et le samedi 13 septembre (organisées par la gauche révolutionnaire et le Comité Espagne). Un piquet permanent est organisé devant l'ambassade d'Espagne à l'initiative du Comité contre la peine de mort en Espagne, front qui regroupe le FRAP, la LCR-ETA(6) et le PC espagnol.

Hollande : Des manifestations ont eu lieu à Amsterdam le 29 août et le 1er septembre (300 personnes) à l'appel du PC espagnol et d'autres organisations de l'immigration et soutenues par toute la gauche et l'extrême-gauche hollandaises. Manifestation également à Eindhoven le 13 septembre. Des militants du PC espagnol font la grève de la faim devant l'ambassade depuis l'annonce de la condamnation à mort. A Utrecht, la Maison espagnole, centre socio-culturel financé par le gouvernement franquiste a été occupée pendant plusieurs jours par plusieurs groupes révolutionnaires. D'autres actions sont prévues dans les jours à venir.

Suède : Plusieurs manifestations et actions de solidarité ont eu lieu à Stockholm et Göteborg. Le 3 septembre il y eut une manifestation unitaire (gauche révolutionnaire et PC) à Göteborg qui regroupa plus de 500 personnes. A Stockholm, entre le 4 et le 9 septembre, il y a eu 6 manifestations devant l'ambassade d'Espagne, regroupant chacune plusieurs centaines de personnes. Des immigrés espagnols ont fait une grève de la faim devant l'ambassade pendant plusieurs jours.

Danemark : Le 11 septembre une manifestation unitaire fut organisée en solidarité avec les travailleurs chiliens et les prisonniers politiques espagnols. La manifestation regroupant 6 000 personnes partit de l'ambassade d'Espagne et se termina devant le consulat du Chili. De plus des militants du PCE et de ETA(5) ont fait une grève de la faim devant l'ambassade d'Espagne.



...londres

Suisse : Les 28 et 29 août deux manifestations unitaires à Genève et Zürich regroupèrent chacune 2 000 personnes. Le samedi 30, plusieurs centaines de personnes à Lausanne et Berne. Le dimanche 31 août, des églises sont occupées à Bienne et à Zürich. Manifestation à Bâle. Nouvelle manifestation unitaire (extrême-gauche, PS et PC) à Zürich. De même le vendredi 1 et le samedi 6 septembre un meeting et



paris...

une manifestation unitaires eurent lieu à Genève à l'appel d'un Comité regroupant les réformistes et les révolutionnaires. Mobilisations également au Tessin et en Argovie; occupation de la cathédrale de Bâle par des militants de la LMR. Le vendredi 19 après l'annonce des 5 peines de mort contre les militants du FRAP, le consulat d'Espagne à Berne est occupé par des militants anti-franquistes.

France : Tout au cours de la semaine qui suivit l'annonce des peines de mort contre Garmendia et Otaegui, la mobilisation s'est amplifiée.

Le 28 août, manifestation unitaire de 2 000 personnes à Bayonne. A Avignon le rapide Genève-Barcelone est couvert de slogans anti-franquistes. Le 30 août, deux manifestations à Paris, une de 2 000 personnes à l'appel du PCF et une de 3 000 personnes à l'appel du Comité Eva Forest, soutenue par la LCR, Révolution!, le PSU, la LCR-ETA(6), le PSOE, le MCE, etc.. Le lundi 1er septembre 150 militants occupent les tours de Notre-Dame, font sonner le tocsin, lancent des tracts, déploient banderoles et drapeaux rouges. Le soir même il y eut une nouvelle manifestation regroupant 8 000 personnes à l'appel du Comité Eva Forest et de l'extrême-gauche. Dans toute la France des initiatives unitaires sont organisées, en particulier dans la région de Toulouse et de Bayonne. Une nouvelle manifestation avait lieu le 3 septembre à Paris, regroupant 10 000 personnes à l'appel des révolutionnaires. La mobilisation continue !

Dans le reste de l'Europe, à Düsseldorf, Frankfurt, Rome, Milan, de nombreuses manifestations et actions de solidarité se sont déroulées.

Alors que cinq nouvelles peines de mort viennent d'être prononcées contre des militants du FRAP, il est plus que jamais nécessaire de développer la solidarité la plus large et la plus unitaire avec les travailleurs et révolutionnaires d'Espagne et du Pays basque !



C. MICHALOUX - A. UDRY

Le 19 septembre le VIème gouvernement provisoire est constitué. Près de trois semaines furent nécessaires pour sortir de la crise gouvernementale et mettre sur pied une solution dont la fragilité n'échappe à personne. La composition du gouvernement exprime fort bien son projet : 4 ministres du Parti socialiste (PS), 2 ministres du Parti populaire démocratique (PPD), un ministre du Parti communiste (PCP), auxquels s'ajoutent des représentants du dit groupe des Neuf, déjà majoritaire au Conseil de la Révolution.

Pinheiro de Azevedo, Costa Gomes ont le mérite de ne pas cacher leurs intentions. Le premier ministre dans sa présentation de la plateforme politique du gouvernement déclarait : "(Il faut) une autorité démocratique forte et ferme, pour la paix, l'ordre, la tranquillité et le respect de la liberté". Sur le plan politique, il mit l'accent sur "la publication d'une législation sévèrement répressive contre les groupes civils armés (lisez : contre les embryons de milices ouvrières), l'arrêt des épurations abusives (lisez : celles stimulées par le mouvement de masse) et le retour au fonctionnement équilibré des tribunaux". Sur le plan économique il annonce une "pause : la

clôture de la phase des nationalisations et la réanimation des secteurs privés", ainsi que "le renforcement des relations économiques avec tous les pays et particulièrement avec l'AELE (Association européenne de libre-échange) et la CEE (Communauté économique européenne)".

Costa Gomes, lors de sa présentation le 19 septembre du gouvernement déclara : "Notre société n'est pas encore adaptée à un nouveau style de vie en liberté... autorité, stabilisation sociale, relance de l'économie, paix, sécurité, ordre et liberté sont les désirs du peuple portugais" (Diario de Noticias, 20/9/75).

Pinheiro de Azevedo, à la suite du Président, indiqua quelle est la clé de voûte de cette stabilisation : "La cohésion du MFA et la discipline des Forces armées sont les facteurs fondamentaux qui déterminent le succès ou la défaite de la révolution.

Ainsi aboutit, au niveau du gouvernement et de l'appareil d'Etat, le processus enclenché par l'offensive du Parti socialiste -- qui créa l'espace propice à la réactivation du PPD -- et celle des officiers signataires du document Melo Antunes. Plus d'une formule ayant trait

à l'autorité de l'Etat, à la discipline dans l'armée, à la dissolution des milices ouvrières et populaires est directement reprise du texte du secrétariat du PS "Vaincre la crise et sauver la révolution" (Voir Inprecor N° 33 du 11 septembre 1975), et de celui des Neuf. Ce gouvernement ne fait donc pas mystère de ses projets : il s'agit de restaurer l'autorité des institutions bourgeoises civiles et militaires et, par là, de refouler le mouvement de masse en s'attaquant à ses organes démocratiques de base (les commissions de travailleurs -CT-, commissions de moradores -CM, les assemblées populaires -AP-) comme aux comités naissant d'auto-organisation des soldats (SUV -- Soldats Unis Vaincront).

Des appuis divers

Ce n'est donc pas un hasard si tout un éventail de forces à l'échelle nationale et internationale apportent leur soutien plus ou moins complet à un tel projet. Les raisons qui les y poussent sont fort différentes. Pour la social-démocratie, il s'agit de stabiliser une démocratie parlementaire bourgeoise. Ainsi le premier ministre de Suède, Olaf Palme, affirme dans une interview au Jornal Novo : "Pour la solution de vos énormes problèmes politiques, il est indispensable de rétablir l'autorité de l'Etat représenté par un gouvernement d'unité nationale... Je crois que le Portugal est un problème d'importance fondamentale pour toute l'Europe. Il faut absolument que le Portugal prouve qu'il est possible de passer du fascisme et du colonialisme à la condition d'Etat démocratique stable" (16/9/75).

Du côté de la Phalange espagnole, Arriba, son quotidien officiel, n'hésite pas à écrire en éditorial : "Le Portugal tient sa chance démocratique à portée de la main si le langage des urnes -- qui a donné la majorité aux socialistes (PS et PPD)-- se reflète dans la constitution du gouvernement" (18/9/75).

Le soutien critique du Centre démocratique et social (CDS) au VIème gouvernement répond aux soucis de Arriba et indique qu'il voit dans ce gouvernement un premier barrage contre le flux du mouvement de masse, qui lui permettra de mieux se préparer pour écraser dans le sang le mouvement ouvrier organisé dans son ensemble, c'est-à-dire y compris le PS.

L'assemblée-croupion du MFA, du 5 septembre dernier, la manifestation massive (20 000 personnes dont plus de 1 500 soldats) du SUV à Porto le 10 septembre, expriment chacune à leur manière la crise profonde qui traverse de toutes parts l'armée portugaise.

Le MFA, déchiré sous toutes ses coutures manifeste son incapacité à homogénéiser et rassembler l'ensemble des Forces armées. Après s'être fortement mis en veilleuse, la hiérarchie militaire traditionnelle met à pro-

fit ses positions de force pour se lancer dans une nouvelle offensive. Les Melo Antunes, après avoir fait la courte échelle s'aperçoivent aujourd'hui que le soutien apporté à leur document recouvre une option propre de la hiérarchie qui, d'ailleurs, n'hésite pas à aider en sous-main les activités para-militaires des fascistes.

Aussi bien ce début d'attaque ouverte de la hiérarchie militaire que la rupture consciente d'une partie des soldats avec le cadre unanime du MFA augurent de futurs affrontements et divisions dans l'armée où le sigle du MFA pourra être l'enjeu d'une bataille de clans préfigurant son éclatement officiel.

La nécessité et la possibilité de l'unité

"L'activité des membres du PCP dans le VIème gouvernement sera particulièrement complexe" -- reconnaît l'éditorial de Avante (hebdomadaire du PCP) du 18 septembre 1975 -- "Comme dans les gouvernements antérieurs, particulièrement le premier étroitement contrôlé par Spinola, les membres du PCP devront livrer une bataille difficile contre les tendances prédominantes et spécifiquement contre une pratique qui tend à réabsorber le processus révolutionnaire dans une pratique social-démocrate".

Pour le PCP, l'échec de l'investissement du MFA et de l'appareil de l'Etat se situe par rapport à un développement (limité géographiquement) du mouvement de masse dans le sens de son auto-organisation et par rapport à l'offensive des forces sociales et politiques tendant à restaurer l'autorité des institutions bourgeoises et à refouler la montée ouvrière. C'est ici que réside la raison fondamentale des oscillations du PCP depuis le mois de juin.

Elles se traduisent aujourd'hui par une position de semi-participation et de semi-opposition au gouvernement. Ainsi, le Comité central du PCP dans le communiqué publié à l'occasion de la formation du VIème gouvernement, affirme que : "le PCP a donné aux membres du parti l'autorisation de participer en tant que ministres et secrétaires d'Etat, sans y être à titre de représentants officiels du PCP" (Diario de Noticias, 20/9/75). Sans y être officiellement (!), le PCP espère néanmoins faire la preuve de sa volonté de conciliation et surtout maintenir ses positions dans l'appareil d'Etat. Cependant, la pression qu'il ressent jusque dans ses propres rangs l'oblige à prendre en même temps ses distances et à jouer la carte d'une certaine opposition, y compris à participer à des mouvements de masse, voire à les impulser.

Ainsi, dans l'Alentejo, il a stimulé l'organisation d'une grève générale massive (le 16 septembre) répondant à la maturation de la combativité des ouvriers agricoles, pour la défense des conquêtes de la réforme agraire et pour en promouvoir l'extension.

Il doit de même tenir compte du poids des Commissions de travailleurs, de moradores, des assemblées populaires, de la dynamique du mouvement des soldats et de l'audience des organisations révolutionnaires. Cunhal est donc obligé, au moment même où il explique la participation au gouvernement, d'affirmer : "Nous sommes sincèrement intéressés à renforcer les liens et les formes d'unité d'action avec les partis et les groupes de gauche tournés vers l'action révolutionnaire (c'est-à-dire les organisations du secrétariat du FUR -- Front d'unité révolutionnaire : le FSP, la LCI, la LUAR, le MES, le PRP-BR). Nous sommes sincèrement intéressés à promouvoir, fortifier et appuyer les organes unitaires de base comme les Commissions de travailleurs, les commissions de moradores, les comités de vigilance et les assemblées populaires, formes les plus riches de l'organisation de masse dont le rôle dans le processus révolutionnaire augmente de jour en jour comme expression de l'unité de la classe ouvrière et des masses populaires" (Discours de Cunhal au meeting du Campo Pequeno à Lisbonne -- reproduit dans Avante du 18/9/75).

Dès lors, le PCP, mis en porte à faux, continuera à négocier plus d'un virage, ce qui accroîtra les contradictions dans ses propres rangs et, partant, les possibilités effectives pour les révolutionnaires de développer avec succès une tactique de front unique.

Le PS n'est pas à l'abri des problèmes lui non plus. La nette organisation de l'offensive fasciste et la réactivation de la droite, qui se sont engouffrées derrière la démagogie anti-communiste de la direction Soares, provoque actuellement une inquiétude dans les sphères de direction de ce parti et une résistance, ainsi que des ruptures limitées à la base du PS.

Pour la première fois depuis avril/mai 1975, commence à être posée, y compris dans les rangs du PS, la question de l'unité. Il faut souligner que le secrétariat de la manifestation pour Garmendia et Otaegui, appelée à Lisbonne par le PS et la Jeunesse socialiste le 18 septembre -- jour de la manifestation des commissions de travailleurs et de moradores de la ceinture industrielle -- décommanda ce rassemblement pour ne pas "briser l'unité". Parallèlement, le secrétariat de la manifestation des comités de travailleurs s'est déclaré prêt à soutenir la mobilisation de solidarité avec la lutte des travailleurs espagnols contre la dictature franquiste. De son côté, la jeunesse socialiste propose à toutes les organisations de se joindre à une campagne unitaire pour la libération des prisonniers en Espagne.

A nouveau, cette modification, certes encore limitée, de l'attitude des organisations réformistes souligne avec acuité la possibilité et la nécessité de l'unité d'action.

Les rapports de forces entre les classes sont loin d'assurer au projet gouvernemental une chance certaine de succès.

La crise économique et sociale continue à alimenter le mouvement revendicatif. Ainsi les métaux annoncent une grève générale pour le

respect des contrats. Dans de nombreux secteurs se multiplient les assemblées de travailleurs pour débattre de diverses revendications et pour exiger une extension des mesures de nationalisation, de reconversion, etc.

Ceci préfigure de la possibilité d'une montée ouvrière cet automne se dirigeant vers des objectifs de généralisation du contrôle ouvrier et de planification socialiste. Conjointement, une tendance à l'unification des organes de démocratie ouvrière à la base s'exprime sur le plan local ou régional. Certes, ces processus sont souvent marqués par des divisions introduites par les réformistes et des courants maoïstes (UDP, MRPP) qui cherchent à instrumentaliser les commissions de travailleurs, de moradores, etc. Néanmoins, sont de plus en plus mises à l'ordre du jour l'extension et la centralisation de ces organes. Cette dynamique pourra être accélérée dans la mesure où les révolutionnaires coordonnent leurs efforts dans le double sens d'une unification et d'une centralisation des structures d'auto-organisation.

La conjonction entre la montée du mouvement de masse et la crise dans l'armée a donné naissance dans ces dernières semaines à l'émergence de structures d'auto-organisation des soldats, hors du cadre contraignant du MFA. La manifestation du SUV à Porto était symbolique de ce point de vue, par la jonction opérée entre les soldats organisés dans le SUV et les commissions de travailleurs, de moradores, etc. L'extension du SUV à la région de Lisbonne et une clarification de sa base programmatique -- qui met l'accent sur la formation de comités de soldats indépendants du MFA -- constituent un pas décisif pour battre en brèche les projets de restauration de l'ordre dans l'armée. L'affirmation des commissions de travailleurs, de moradores et l'apparition des comités de soldats du SUV donnent au cours de la révolution portugaise les deux traits propres à toute montée révolutionnaire.

Si la constitution du VIème gouvernement traduit un net virage à droite et une tentative accentuée de consolider et de restaurer l'autorité de l'Etat bourgeois, il n'en demeure pas moins que la classe ouvrière n'a jusqu'à présent essuyé aucune défaite. En outre, la pierre angulaire de l'opération Azevedo-Gomes peut continuer à s'effriter : la discipline et l'unité de l'armée seront fort difficiles à rétablir à court terme.

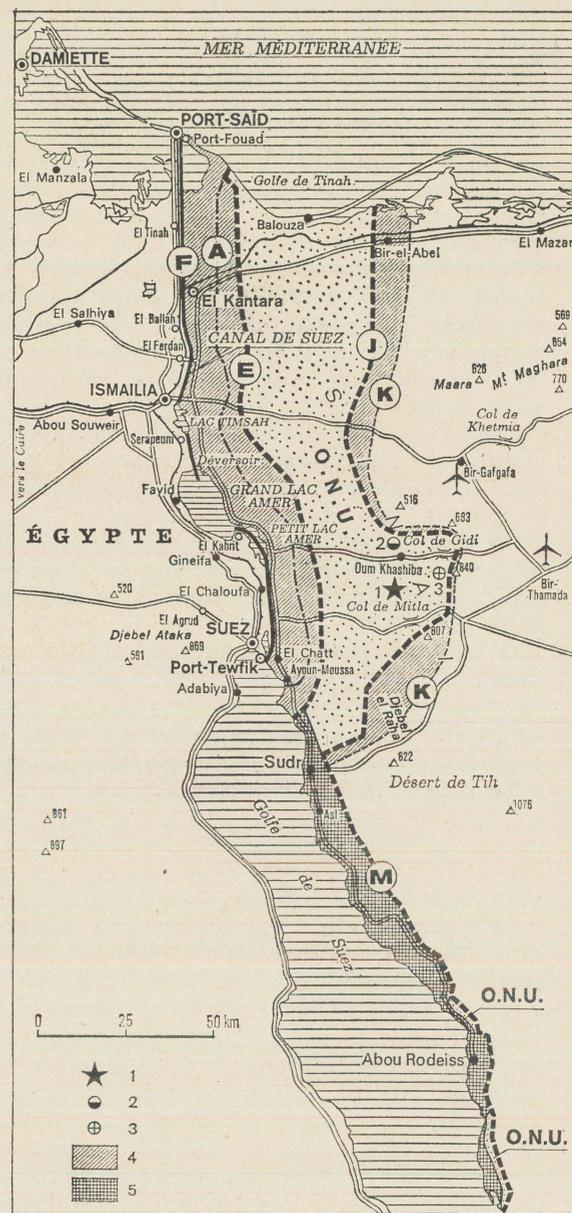
Enfin, la traduction dans les actes des options gouvernementales passe par une confrontation avec l'avant-garde ouvrière. Or la combinaison entre la crise économique et sociale et la réaffirmation du mouvement revendicatif et politique de larges secteurs ouvriers pourrait faire surgir une situation qui faciliterait la fusion entre cette avant-garde ouvrière fortement organisée et le gros de la classe ouvrière. Les semaines à venir permettront de tester dans la pratique les rapports de forces entre classes et la valeur exacte des espoirs du VIème gouvernement.

20 septembre 1975

Le dernier "accord provisoire" égypto-israélien fut paraphé le 2 septembre à Alexandrie par les représentants du gouvernement égyptien ; les Israéliens l'avaient paraphé la veille. Après la signature et en présence de Henry Kissinger, le président égyptien Anouar-el-Sadate fit un bref discours. Après avoir récité les quelques platitudes qu'on attend des hommes d'Etat en de telles occasions ("Après 27 ans de sang, de haine et de guerre, la chose essentielle est d'établir une nouvelle atmosphère", etc.), Sadate fit, pour une fois, une remarque fort à propos : "Les Etats-Unis" dit-il "tiennent 99% des cartes dans ce conflit. C'est à cause de cela et parce qu'ils sont une super-puissance que les Etats-Unis sont responsables de la paix au Moyen-Orient". C'est là un commentaire judicieux sur le contenu et la signification de l'accord. Les termes de l'accord font de l'impérialisme US le garant du "processus de paix" dans l'Orient arabe. Les clauses secrètes de l'accord, contenues dans plusieurs "memoranda" échangés entre les diverses parties, préparent de nouveaux pas importants dans l'évolution de l'Egypte vers l'orbite de l'impérialisme US. Dans un discours aux dirigeants de l'Union Socialiste Arabe, le seul parti politique légal d'Egypte, Sadate alléguait qu'au travers d'une stratégie diplomatique qu'il était bien forcé de caractériser comme brillante, il avait réussi à transformer les Etats-Unis de partisans en arbitres dans le "conflit israélo-arabe". Il serait plus juste de dire que l'impérialisme US s'est transformé de partisan et garantie pour un seul côté en mentor et en surveillant pour les deux côtés. Une analyse de l'accord montre que le régime de Sadate a sérieusement capitulé devant les demandes de l'impérialisme US. Militairement et politiquement, Sadate fait des concessions sur tous les points importants. L'accord représente un nouveau pas vers l'imposition de la Pax Americana après laquelle soupirent depuis plus de quatre ans maintenant les classes dominantes égyptiennes, l'impérialisme américain et les classes dirigeantes d'Israël. Qu'une telle "paix" puisse réellement être établie dans la région reste cependant une question ouverte. Il y a d'autres parties intéressées en dehors des trois partisans de la Pax Americana.

Les clauses militaires

D'un point de vue purement militaire, Israël n'a pas fait d'importantes concessions dans cet accord. Les lignes de front égyptiennes avanceront vers l'est d'environ 10 km seulement. Les lignes de front israéliennes se retireront d'environ 20 à 50 km selon les secteurs. La "zone-tampon" occupée par les troupes d'à peu près 4000 hommes des Forces de Sécurité de l'ONU sera par conséquent plus large qu'auparavant. Il est vrai que l'armée israélienne stationnera désormais à l'est des passes de Mitla et Giddi, passages stratégiques par lesquels l'armée égyptienne



1. Emplacement des stations de surveillance américaines entre les cols. — 2. Station de surveillance israélienne. — 3. Station de surveillance égyptienne. — 4. Secteurs de limitation des armements et des forces. — 5. Zone sous administration civile égyptienne.

serait obligée de passer si elle tentait d'avancer vers l'est. Mais les Israéliens seront stationnés à la sortie des débouchés est des cols et continueront à dominer les hautes terres surplombant ces défilés. Il est donc tout simplement faux de clamer (comme cela a été fait par l'extrême-droite en Israël et par quelques experts militaires américains) que l'armée sioniste se trouve dans une position affaiblie pour répondre à une attaque égyptienne du type de celle qui a déclenché la guerre d'Octobre. Même s'il n'y avait pas de zone tampon de l'ONU et pas de limitation des troupes et de l'armement autorisés à stationner sur les lignes de front, les nouvelles positions israéliennes seraient exactement

orient arabe :

Paix

provisoire

et

capitulation

permanente

JON ROTHSCHILD

aussi "défendables" que les anciennes.

Mais la position israélienne est, de plus, renforcée par la clause de l'accord qui limite les forces qui peuvent être envoyées sur le front. Le protocole publié impose les limites suivantes aux troupes et aux armes dans les secteurs appelés "zones de forces limitées" : 8 bataillons d'infanterie normale, 65 chars, 75 pièces d'artillerie, y compris les mortiers lourds, dont la portée ne doit pas excéder 12 km; au total, le nombre de soldats doit être inférieur à 8,000 ; aucun des deux côtés ne devra introduire dans les zones de forces limitées d'armes capables d'atteindre les lignes de front de l'autre côté; aucun des deux côtés ne devra construire dans les zones de forces li-

mitées des fortifications capables d'abriter plus que le nombre indiqué de troupes et d'armement.

De plus, il y a des limitations sur les armes même en dehors des zones de forces limitées : aucun des deux côtés ne devra installer d'armes capables de mettre les lignes de front de l'autre côté sous le feu; aucun des deux côtés ne placera de missiles anti-aériens à l'intérieur d'un secteur de 10 km à l'est et à l'ouest de la frontière des zones de forces limitées.

En somme, non seulement les nouvelles lignes israéliennes sont faciles à défendre contre toute tentative des Egyptiens d'avancer vers l'est, mais de surcroît, l'armée égyptienne est empêchée d'amener suffisamment d'armes et de troupes à l'est du canal de Suez pour menacer les lignes israéliennes, pour faire une guerre d'usure, ou même pour mener une de ces actions à petite échelle qui ont à l'occasion été engagées par le régime égyptien dans le passé.

Trois stations de surveillance équipées des moyens électroniques les plus modernes seront installées dans la zone tampon pour s'assurer que les deux parties respectent les termes de l'engagement. L'une sera équipée par les Egyptiens, une autre par les Israéliens et la troisième par les Américains. Les Américains auront libre accès aux stations égyptienne et israélienne. Les forces de l'ONU resteront dans la zone tampon et leur mandat sera renouvelé sur la base d'une année, au lieu de quatre ans comme par le passé. Il a été largement rapporté que dans les clauses secrètes de l'accord, Sadate a promis de renouveler le mandat des forces de l'ONU pour au moins trois années consécutives.

Si les aspects militaires de l'accord du Sinaï sont respectés -- et il n'y a pas le moindre signe qu'il ne le seront pas -- le front égypto-israélien sera effectivement gelé. Il sera virtuellement impossible à l'armée égyptienne d'engager le combat avec les Israéliens, car le faire impliquerait de rompre les accords et de faire face directement à la fois à l'impérialisme US et aux troupes des Nations Unies dans la zone tampon. Et cet affrontement devrait avoir lieu avant toute rencontre avec l'armée israélienne, qui, comme nous allons le voir, n'a pas seulement une excellente position stratégique, mais accroîtra ses capacités militaires beaucoup plus rapidement que l'Egypte.

Mais ce qui est encore plus important que les arrangements militaires ce sont les concessions politiques que le régime de Sadate a faites. L'article I de l'accord commence par déclarer : "Le conflit entre eux (Egypte et Israël) et au Moyen-Orient ne sera pas résolu par la force militaire mais par des moyens pacifiques". L'article II déclare : "Les parties

ici présentes s'engagent à ne pas employer la menace ou l'usage de la force ou du blocus militaire l'une contre l'autre". L'article VII déclare : "Les cargots non militaires destinés à ou venant d'Israël seront autorisés à emprunter le canal de Suez". L'article IX déclare : "Cet accord entrera en vigueur dès la signature du protocole et restera en vigueur jusqu'à ce qu'un nouvel accord le rende caduc.

Cette déclaration de non-belligérance est sans précédent depuis la création de l'Etat d'Israël. En la faisant, le régime Sadate promet de ne pas faire la guerre à l'Etat d'Israël. Selon le présent accord, les actions faites par le gouvernement égyptien et qui ont amené la guerre d'Octobre seraient interdites. La renonciation à la violence est inconditionnelle et virtuellement définitive, car l'accord doit rester en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau protocole soit signé et aucune clause ne prévoit la dénonciation unilatérale de l'accord. L'Egypte renonce également à toute tentative de bloquer le passage aux Israéliens à travers Bal el-Mandab, (débouché sud vers la mer Rouge) et le Golfe d'Akaba (entrée du port israélien d'Eilat). Les navires faisant route pour Israël n'avaient jamais été autorisés à emprunter le Canal de Suez; même en mars dernier, pendant les démarches de Kissinger préparatoires à la signature de l'accord du Sinaï, Sadate avait refusé de faire cette concession.

Pris dans leur ensemble, tous ces arrangements ne sont rien de plus qu'une paix séparée entre l'Egypte et Israël.

Ceci ressort très clairement du texte de l'accord lui-même. Mais on y trouve plus encore. Dans un memorandum qui doit rester secret, Sadate offre à Washington une série "d'assurances" dont il a été dit qu'elles incluent une promesse de ne pas intervenir en cas d'une guerre entre Israël et la Syrie, une promesse de modérer la propagande anti-sioniste émanant du territoire égyptien, et une promesse de relâcher le boycott en Egypte des compagnies US qui font des affaires en Israël. (Il n'est pas prévu de semblable arrangement en ce qui concerne les firmes européennes qui commercent avec Israël).

Retour dans le giron U.S.

Cet accord capitulard est sans doute le dernier pas de Sadate vers la tutelle de l'impérialisme US. La guerre d'Octobre avait précisément été déclenchée pour obliger l'impérialisme américain à intervenir au Moyen-Orient pour imposer à Israël un règlement prévoyant le retrait de ses forces de la plupart des territoires occupés lors de la guerre de 1967 en échange de la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Arabes, tout cet arrangement devait être conclu aux dépens des Palestiniens auxquels on jetterait peut-être la

miette d'un mini-Etat style Bantoustan sur la rive occidentale du Jourdain. En même temps, l'approfondissement de la crise économique et sociale en Egypte amenait le régime bourgeois égyptien à rechercher une aide massive des puissances impérialistes, et en premier lieu des Etats-Unis. Ceci en retour exigeait deux réajustements de la politique égyptienne : d'abord qu'Israël soit reconnu et que le règlement obtenu permette à l'Etat sioniste et à son armée de rester la force contre-révolutionnaire la plus puissante du Moyen-Orient. Deuxièmement, que l'économie égyptienne soit dénationalisée, que les restrictions concernant les investissements étrangers soient levées et que le pays se rapproche plus étroitement de l'orbite américaine, politiquement, économiquement et diplomatiquement.

De ce point de vue, l'accord du Sinaï est tout à fait cohérent. Sadate essaiera de proclamer qu'une grande victoire a été obtenue parce que l'Egypte a forcé Israël à se retirer des passes de Mitla et Giddi et a repris possession des champs de pétrole d'Abou Rudeis dont Israël doit se retirer selon les nouveaux accords. Tout ceci s'adresse à la consommation intérieure. Pour le reste, Sadate a réussi à obtenir une série d'avantages économiques pour la classe dominante égyptienne : les Etats-Unis offriront à l'Egypte une aide de 650 millions de dollars pour l'année fiscale en cours; la trésorerie d'Etat va être renflouée par les bénéfices des champs de pétrole d'Abou Rudeis; le canal de Suez se trouvant hors de portée de l'artillerie israélienne, le trafic va augmenter et avec lui les revenus apportés à l'Etat par les droits de passage; la confiance accrue dans la durée de la "paix" stimulera les investissements du capital impérialiste qui jusqu'à maintenant avait été réticent à s'engager dans une situation instable; le gel du front du Sinaï pour au moins trois ans permettra au gouvernement de retirer des fonds des dépenses militaires pour les investir dans le développement économique.

Il ne fait pas de doute que l'accord du Sinaï apportera d'importants bénéfices à la fois au capital impérialiste américain et à la bourgeoisie égyptienne et sa bureaucratie d'Etat. Mais il est également certain que l'injection de capital impérialiste sera incapable de résoudre la crise de l'économie égyptienne qui est marquée par l'inflation, le chômage et une baisse constante du niveau de vie des travailleurs et des paysans. (Voir le Manifeste des trotskystes égyptiens du Groupe communiste révolutionnaire Mustapha Kamis in "Inprecor" n° 14/15, décembre 1974.) Les mesures sociales et politiques que le régime Sadate devra prendre pour réaliser les avantages potentiels de l'accord du Sinaï ne feront qu'intensifier la crise sociale égyptienne. Et l'intensification de cette crise continuera à alimenter à son tour le

renouveau du mouvement ouvrier égyptien. Sadate et la bourgeoisie égyptienne ont peut-être réussi un modus vivendi de paix avec l'Etat sioniste, même au prix d'une capitulation. Ils ne pourront cependant capituler devant les ouvriers et les paysans égyptiens et sur ce front là, ils ne trouveront nulle paix, mais une escalade dans la lutte à mesure que le mouvement ouvrier égyptien réaffirmera son rôle d'avant-garde de la révolution arabe.

Les lendemains de la guerre d'Octobre

Les résultats de la guerre d'Octobre 1973 ont créé une nouvelle situation objective à laquelle la politique sioniste avait dû s'adapter. Du point de vue de la classe dirigeante d'Israël, les principaux éléments de cette nouvelle situation étaient :

- 1. que l'impérialisme US, ayant compris que sa pénétration dans le monde arabe nécessitait quelques concessions aux classes dirigeantes arabes, avait décidé que ces concessions ne seraient pas faites par les Etats-Unis mais par l'Etat sioniste; cela veut dire que le coût de l'opération américaine serait supporté par Israël sous forme de concessions territoriales aux Etats arabes, en premier lieu à l'Egypte.

- 2. que la fourniture américaine d'armes aux Israéliens était pour eux une question de vie et de mort, ce qui fut à la fois révélé et accentué par la guerre d'Octobre et que cela avait renforcé la dépendance d'Israël envers les USA et par là réduit la possibilité pour Tel-Aviv de résister à leur pression.

- 3. que l'isolement international d'Israël sur le plan diplomatique avait empiré, des puissances impérialistes européennes et de nombreux Etats du monde semi-colonial retirant leur soutien diplomatique à Israël dans des organismes comme les Nations Unies.

- 4. que l'impossibilité pour l'armée israélienne d'anéantir les forces arabes dans la guerre avait engendré une crise politique intérieure (connue sous le nom de "tremblement de terre") et changé le rapport de forces entre Israël et les Etats arabes au bénéfice de ces derniers. (Ceci, en dépit du fait que d'un point de vue purement militaire la guerre d'Octobre fut une nette victoire pour Israël. Voir "Inprecor" n°3, 4 juillet 1974).

Les classes dirigeants sionistes reconnaissent que cette nouvelle situation objective les obligerait inévitablement à quelques concessions territoriales. Il n'y avait tout simplement aucun moyen de s'y opposer effectivement. L'un des objectifs de base des dirigeants israéliens devint alors de forcer l'impérialisme US à payer une lourde compensation pour toute concession territoriale israélienne, c'est-à-dire de faire porter le poids du prix de l'offensive américaine dans le monde arabe sur les épaules de l'impérialisme américain lui-même. Plus spécifiquement, cela signifiait :

-1. faire payer l'addition de la crise écono-

mique israélienne par les Etats-Unis.

-2. leur soutirer suffisamment d'aide militaire pour élargir de nouveau l'écart entre les capacités militaires d'Israël et celles des Etats arabes.

-3. obtenir des USA des garanties contre l'élargissement de l'isolement international d'Israël.

-4. rendre aussi peu de territoire que possible. Un corollaire de ce quatrième point était que tout le territoire qui devrait être rendu le serait sur le front égyptien. Il y avait à cela de nombreuses raisons. En premier lieu, le Sinaï est de tous les territoires occupés le moins intéressant. Il est pratiquement inhabité; aucune installation de civils israéliens n'y a eu lieu; à l'exception de la bande de Gaza (que les Israéliens ont bien montré leur intention de garder), il n'y a pas de Palestiniens dans le Sinaï et céder du terrain à cet endroit évite de voir soulever le "problème palestinien", c'est-à-dire le refus des sionistes de reconnaître les droits de la partie palestinienne de la nation arabe.

Examiné à la lumière de ces objectifs, l'accord égypto-israélien est un franc succès pour l'Etat sioniste. Lorsque les négociations pour cet accord n'en étaient qu'aux premiers pas, on dit qu'Israël avait demandé 2,5 milliards de dollars d'aide américaine en compensation pour l'accord. Le "slogan" en Israël tel que le rapporta l'hebdomadaire américain "Time" était "Il faut demander beaucoup pour espérer avoir un peu". Cependant, en ce qui concerne le résultat, Israël a obtenu entièrement les 2,5 milliards de dollars et en obtiendra vraisemblablement plus avant que la partie ne soit terminée. On raconte qu'un officier non identifié de Jérusalem aurait dit : "Après tout, Rabin (le premier ministre israélien) accepte cette épouse laide appelée Mademoiselle Accord provisoire. S'il n'obtient pas une jolie dot de Papa Washington, il aura des ennuis."

La dot est certainement convenable. Israël a rendu 20 à 50 km de désert vide qui n'avait pas la moindre valeur pour l'Etat d'Israël. La seule concession matérielle réelle est l'évacuation par Israël des champs de pétrole d'Abou Rudeis dans le sud-ouest du Sinaï. Il y a environ une centaine de puits dans les champs d'Abou Rudeis. La production totale de 1972 fut de 5.400.000 tonnes. Les experts israéliens estiment que les champs seront de toute façon épuisés en 1980. La production couvrirait 55 à 60% des besoins israéliens qui sont d'environ 7.000.000 tonnes. En compensation pour les champs de pétrole d'Abou Rudeis, les Etats-Unis ont accordé à Israël un montant de 300 à 350 millions de dollars par an pour acheter du pétrole sur le marché mondial. De plus, Washington s'est engagé à garantir les besoins en pétrole d'Israël au cas où celui-ci aurait des problèmes pour en acheter sur le marché mondial. Ainsi la cession des champs de pétrole n'est pas une perte.

En plus de cette compensation, les USA donneront 150 millions de dollars pour payer le démantèlement des lignes de front israéliennes et pour l'établissement des nouvelles. Sur le reste du montant de l'aide, on dit qu'il est prévu 1.500 millions de dollars pour l'équipement militaire. "Notre position actuelle dans la négociation" a dit un politicien israélien "peut-être décrite comme une liste d'achats". L'édition du 25 août du "Time" rapporte que la liste d'achats inclut les objets suivants : au moins deux escadrons (36 avions) du bombardier américain F-15; plusieurs escadrons du dernier "véhicule longue distance" américain, un avion à réaction non nommé qui puisse être utilisé aussi bien au combat qu'en reconnaissance; de nouvelles versions du char US M. 60; "smart bombs", des bombes guidées au laser qui ont été utilisées par l'aviation US en Indochine; des "boîtes noires" électroniques qui brouillent les radars ennemis et le système de guidage des missiles anti-aériens; et enfin, mais très important, un certain nombre non révélé de missiles terre-terre. Ces missiles ont une portée de 70 miles (environ 110 km) et peuvent porter des ogives conventionnelles ou nucléaires; ils sont estimés être cinq fois plus efficaces que le "Scud-B", missile terre-terre soviétique basé en Egypte et en Syrie. On a dit également ("Washington Post" du 15 septembre 1975) que les Etats-Unis ont promis de fournir à Israël des missiles Pershing terre-terre dont la portée est de 460 miles (à peu près 735 km) et qui peuvent être armés d'ogives nucléaires d'une puissance de 400 kilotonnes. (Les bombes américaines qui ont détruit Hiroshima et Nagasaki étaient estimées à environ 20 kilotonnes). La grande extension de l'aide militaire, le stationnement des américains avec les forces de l'ONU dans la zone tampon, la garantie américaine de l'accord, et les diverses promesses politiques faites par Washington à Israël constituent de facto un pacte de sécurité entre Israël et les Etats-Unis ainsi que cela a été remarqué par un officiel israélien de haut rang.

Sur le plan diplomatique, les Etats-Unis ont promis à Israël d'user de leur influence pour empêcher les tentatives d'expulsion d'Israël des Nations Unies. Au surplus, Kissinger semble avoir obtenu l'accord de Sadate pour coopérer avec lui en ce sens et on peut prévoir que dans l'avenir, Sadate jettera aussi tout son poids dans la balance pour soutenir les efforts américains contre de telles tentatives.

Il est clair, alors que la classe dirigeante israélienne a réussi dans ses principaux objectifs et même dans quelques autres. Le front égyptien étant stabilisé indéfiniment et sa suprématie militaire étant assurée pour les années à venir, les dirigeants israéliens peuvent maintenant se permettre d'adopter une position d'une extrême intransigeance en ce

qui concerne l'occupation des hauteurs du Golan syrien et la rive occidentale du Jourdain. Immédiatement après la signature de l'accord Sadate déclara que Kissinger avait assuré que les Etats-Unis feraient pression sur Israël pour qu'il négocie un accord similaire avec la Syrie. Mais le régime israélien n'a pas tardé à faire connaître son refus de le faire. Le 6 septembre, le premier ministre d'Israël, Rabin a dit dans une interview : " Il n'y a pratiquement aucune possibilité d'un accord provisoire entre Israël et la Syrie". Et il en énonça les raisons. D'abord l'existence de l'établissement de colons sur les hauteurs : "Ces centres de populations n'ont pas été installés dans l'intention de les évacuer", dit-il, admettant implicitement qu'Israël à l'intention d'occuper le Golan de façon permanente. Ensuite, "à cause de la situation topographique du Golan, de la présence au pouvoir à Damas du parti extrémiste Baas, et à cause de la puissance des forces armées syriennes, il y aurait très difficilement une 'marge de manoeuvre' pour un accord provisoire sur les hauteurs du Golan, à moins que vous ne vouliez parler de 100 ou 200 mètres par-ci, par-là." Comme on le questionnait sur ce qu'il ferait si les Américains lui demandaient d'ouvrir des négociations avec la Syrie, il répondit : "Nous attendrions deux ou trois mois pour voir ce qu'ils proposent, puis le Cabinet devra prendre une décision".

Le 10 septembre, un communiqué israélien officiel déclarait qu'aucune négociation avec la Syrie ne pourrait avoir lieu jusqu'à ce que le Cabinet ait pris une décision; aucune décision n'était prévue en ce sens pour plusieurs mois.

Les véritables raisons de la répugnance d'Israël à rechercher un accord avec la Syrie (à part sa détermination à conserver les territoires syriens occupés dont l'établissement de colons est un symbole), tiennent à la position affaiblie dans laquelle se trouve le régime syrien. Avec le gel du front égyptien, le régime de Damas se trouve privé d'un sérieux atout pour la reprise d'activités militaires destinées à faire pression sur Israël. Aucun doute que si les Syriens entreprenaient quelque action armée, les forces armées égyptiennes recevraient l'ordre de ce tenir en dehors du conflit. C'est une des clauses du marchandage égypto-israélien et Sadate n'a aucune raison de la dénoncer. La Syrie est tout bonnement incapable de mener une guerre contre Israël sans aide de l'Egypte, même dans le cas où, par ailleurs, le gouvernement syrien aurait l'intention de prendre ce chemin. C'est pourquoi, à moins que la situation intérieure en Syrie devienne si critique que la survie du régime soit menacée, le régime baassiste n'aura d'autre choix que de limiter ses efforts au terrain diplomatique. Et comme Israël n'a pas pour le moment le désir de s'emparer de plus de territoire syrien, les dirigeants sionistes n'ont pas intérêt à provoquer des actions précipitées de la part de

Damas. En conséquence Tel-Aviv se tiendra dans l'expectative, refusant de faire aucune concession sur les hauteurs du Golan jusqu'à ce que Washington se manifeste avec quelques propositions sérieuses. Ainsi, l'accord avec l'Egypte a renforcé de façon significative la position de marchandage d'Israël sur le front syrien.

L'opposition syrienne à l'accord

La compréhension de ce fait est ce qui provoque l'opposition du gouvernement syrien à cet accord. Le parti Baas au pouvoir a officiellement condamné l'accord le 3 septembre, l'appelant "une grave défaite pour la cause arabe". Plusieurs manifestations furent organisées à l'ambassade d'Egypte à Damas pour dénoncer l'accord. Zuhair Mohsen, le leader de el-Sa'ika, l'organisation palestinienne pro-Baas syrien fut très violent dans sa dénonciation de l'accord.

Pour le régime baassiste, cependant, la rhétorique sur la défaite de la cause arabe n'est qu'une couverture gauche pour les véritables griefs : Sadate a conclu une paix séparée avec Israël laissant ainsi le régime syrien sans poids pour forger son propre accord de capitulation. Dans une interview exclusive donnée au rédacteur en chef de "Newsweek", Arnaud de Borchgrave (publiée dans l'"Herald Tribune" du 15 septembre), le président syrien Hafez el-Assad prit un ton différent. Interrogé pour savoir pourquoi il caractérisait l'accord égypto-israélien de paix "danger" au Moyen-Orient, el-Assad répondit, "Parce que cet accord est un pas en arrière vers la paix et qu'il va précipiter une prochaine crise. Il ferme la porte à ce qui autrement aurait pu conduire à une paix réelle". El-Assad exprima largement son amertume de la conduite du gouvernement Sadate. "L'Egypte dit que des négociations pour un nouvel accord sur le Golan vont commencer dans un mois et que tout le monde est au courant" dit Borchgrave. "Israël dit qu'il n'en est rien et que rien n'est possible en dehors de ce qui a été fait au Sinaï. Qui dit vrai ?" A cela el-Assad répondit : "Il n'y a aucun accord avec qui que ce soit pour entamer des négociations".

"L'Egypte et la Syrie sont-elles convenues qu'il n'y aurait pas d'autre étape dans le Sinaï à moins qu'elle ne soit liée directement à un retrait dans le Golan et à quelques progrès dans la solution du problème palestinien ?" demanda de Borchgrave. Assad répondit : "Quand j'ai rencontré le Président Sadate à Ryad (Arabie Saoudite) nous sommes convenus que nous ne ferions aucune démarche sans une étroite coordination entre nous. Coordination signifie un échange d'opinions et la recherche d'une position commune. Sur cette base, nous avons formé un

comité de coordination. Son but était d'étudier les principaux sujets et de soumettre ses conclusions aux deux présidents. Nous devions aussi nous rencontrer chaque fois que nécessaire. Cependant, le comité n'a jamais rien discuté concernant l'accord du Sinaï. Il n'y a eût aucun échange d'opinions, aucune position commune sur cet accord. Autrement dit, pas de coordination".

Le régime baassiste n'est pas concerné par une quelconque "défaite de la cause arabe". Ce par quoi il est concerné, c'est par le fait qu'il a été tenu en dehors du marché par l'Egypte et qu'il a de ce fait été mis dans une position de grande faiblesse. En dépit de toute sa rhétorique, le régime baassiste n'a guère d'autre choix que de continuer sa politique antérieure qui n'est pas substantiellement différente de celle de l'Egypte. El-Assad jouera aussi la carte US. Il offrira des concessions politiques et économiques à l'impérialisme US en échange de pressions de Washington sur Israël pour faire quelques concessions à Damas. Mais el-Assad rencontrera bien des difficultés dans cette politique. Il est soumis à des pressions de la part du mouvement palestinien et de son propre peuple de façon plus importante que Sadate; il a moins à offrir à l'impérialisme américain sur le plan des bénéfices économiques que Sadate; et ce qui est plus important, la position du régime israélien envers la Syrie restera beaucoup plus intransigeante qu'envers l'Egypte. En conséquence, les chances d'un accord prochain sur les hauteurs du Golan sont minimes. Le régime israélien bloquera la situation au moins jusqu'à ce que la nouvelle ligne de front dans le Sinaï soit stabilisée (probablement aux alentours de février 76) avant d'essayer de discuter sérieusement avec la Syrie.

L'opposition de l'OLP

L'opposition de la direction de l'OLP à l'accord du Sinaï est de même nature que l'opposition du Baas syrien. Le tournant politique fait par l'OLP après la guerre de 1973 avait pour but sa participation à l'arrangement qui devait suivre la guerre. (Voir "Inprecor" n° 13 du 28 novembre 1974, n° 14/15 du 12 décembre 1974, et n° 19 de février du 13 février 1975). L'appareil de l'OLP est devenu un appareil d'Etat en quête d'un Etat. Ayant renoncé en pratique à la lutte armée contre l'Etat sioniste les dirigeants de l'OLP ont mis leurs espoirs dans l'établissement d'un Etat palestinien sur la rive ouest du Jourdain après qu'Israël s'en sera retiré. Mais le retrait d'Israël de la rive occidentale du Jourdain -- le plus peuplé et le plus riche des territoires occupés pendant la guerre de 67 -- ne pourrait être obtenu, selon la stratégie de l'OLP que par la pression combinée de l'Egypte, de la Syrie, des autres grands Etats arabes et de l'impérialisme US. Le président de l'OLP, Yasser Arafat, comme

el-Assad, reconnaît qu'étant donné la stabilisation du front égyptien et la paix séparée de facto avec l'Égypte, les dirigeants sionistes ne subiront pas de pressions diplomatiques suffisamment fortes pour les amener à négocier avec l'OLP, sans parler d'un retrait de la rive occidentale. Si l'accord du Sinaï repousse au moins de plusieurs mois un accord sur les hauteurs du Golan, il repousse la question de la rive occidentale dans un futur indéterminé.

L'OLP a réagi rapidement à la signature de l'accord. Le 2 septembre elle publia une déclaration dénonçant l'accord, en disant : "En dépit de toutes les assurances fournies par l'Égypte, l'accord ne se limite nullement à des clauses militaires mais constitue clairement un texte politique qui met explicitement fin à l'état de belligérance qui existe entre les deux pays". Le 10 septembre, le Comité central de l'OLP émit un communiqué disant : "L'accord égypto-israélien constitue une offense à la dignité du peuple égyptien et à son armée aussi bien qu'à la dignité de la nation arabe dans son ensemble. Cet accord est un véritable arrangement politique, suspendant l'état de belligérance avec l'ennemi sioniste sur un front seulement et ouvrant la route à la collaboration avec l'ennemi".

Le 6 septembre, l'OLP organisa une manifestation d'environ 1000 personnes à l'ambassade d'Égypte à Damas. Mais la manifestation dont l'un des mots d'ordre était "le peuple palestinien salue fièrement l'attitude du général Hafez el-Assad", avait visiblement plus l'intention de soutenir le gouvernement syrien que de mobiliser les Palestiniens contre l'accord.

Le fait est que l'OLP est dans une position extrêmement difficile. Sa propre adhésion au "processus de pacification" dans la région l'a politiquement désarmée pour s'organiser contre l'accord. L'appareil de l'OLP est bien trop étroitement lié au régime Saoudien pour risquer une confrontation directe avec lui, qui a rapidement exprimé son plein soutien à l'accord sur le Sinaï. De plus, la politique constamment suivie par l'OLP de séparer la lutte des Palestiniens du combat révolutionnaire plus large du monde arabe lui laisse une base fort réduite en Égypte pour affronter Sadate. La réponse de Sadate aux critiques de l'OLP contre l'accord montre qu'il est conscient des rapports de forces. Le 4 septembre, il fit un discours dénonçant fortement et ouvertement l'OLP. Le 11 septembre la station de radio de l'OLP au Caire "la Voix de la Palestine" fut reprise par le gouvernement égyptien. Le nom fut changé en "Radio-Palestine" et le personnel de la "Voix de la Palestine" empêché d'entrer dans les locaux. La station a continué d'émettre sur la même fréquence et au même horaire, mais les

speakers sont égyptiens et les textes qu'ils lisent sont en grande partie des communiqués et des déclarations du gouvernement égyptien. Au même moment, une attaque contre l'OLP fut lancée dans la presse égyptienne.

Étant donné le rapport de forces existant sur le plan diplomatique, la seule façon dont l'OLP pourrait engager une épreuve de force avec Sadate ou l'Arabie Saoudite serait de mobiliser les ouvriers, les paysans et les réfugiés palestiniens à travers tout le Moyen-Orient pour une lutte de masse contre la solution pacifiste dans son ensemble. Il n'y a pas de doute qu'une base de masse existe pour une telle campagne, comme cela a été démontré par l'accueil reçu par les organisations qui composent le "Front du Refus" palestinien (parmi elles le Front populaire de Libération de la Palestine et le Front populaire-Commandement général). Mais la direction de l'OLP ne peut pas mener une telle campagne sans renoncer à sa propre position politique et sans rompre avec les forces qui subventionnent la bureaucratie de l'OLP. Il est donc vraisemblable que l'OLP évitera toute épreuve de force et acquiescera éventuellement à l'accord sur le Sinaï.

Une paix «provisoire» ?

Bien que l'accord du Sinaï ait pour but d'établir une paix séparée entre l'Égypte et Israël, il n'est en rien une garantie que la paix sera réellement maintenue. Si aucun accord n'est atteint sur le front syrien et si la mobilisation des masses palestiniennes, syriennes et libanaises continue, la position du régime de Damas pourrait devenir intenable. Dans cette éventualité, Damas pourrait être contrainte à lancer une attaque militaire contre l'occupation israélienne dans un effort pour débloquer la situation diplomatique. Le régime de Sadate aurait alors à faire face à sa plus grave crise. C'est une chose que de mettre fin à l'état de guerre avec Israël sur le front égyptien et permettre qu'il continue à occuper 80% de la péninsule du Sinaï. Ce serait sûrement autre chose, de rester totalement passif pendant une guerre à grande échelle entre Israël et la Syrie. En face d'une telle éventualité, Sadate aurait le choix entre rompre l'accord du Sinaï, ce qui impliquerait un affrontement direct avec les USA et subir vraisemblablement une nouvelle grande défaite militaire de la part de l'armée israélienne très renforcée, ou s'en tenir à l'accord, ce qui presque certainement signifierait une confrontation sans précédent avec les masses égyptiennes et même la menace d'une explosion révolutionnaire de grande ampleur. Le choix ne serait pas un choix heureux ni pour Sadate ni pour l'impérialisme américain.

Si, d'un autre côté, le front syrien peut être stabilisé aussi fermement que le front égyptien,

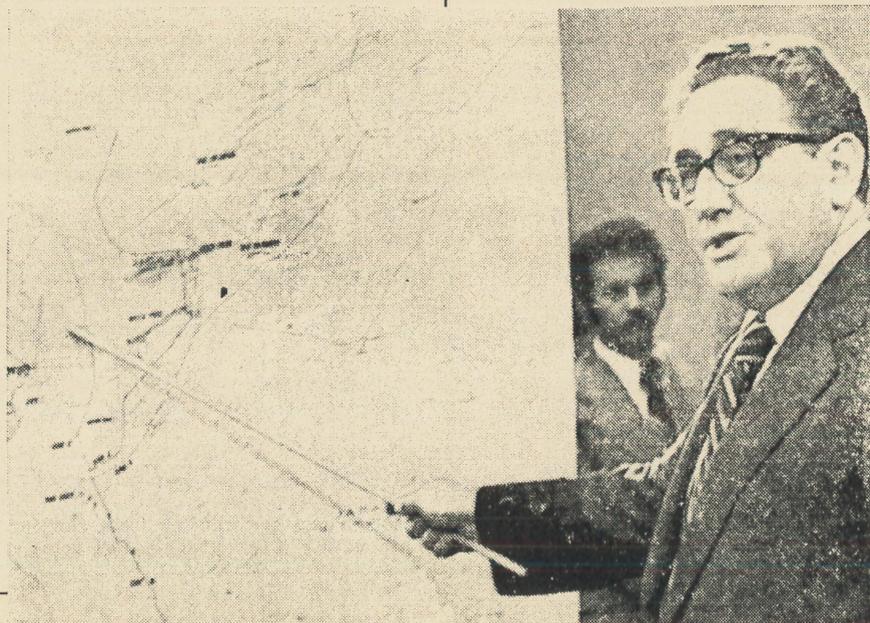
tien l'a été, la question de l'occupation par Israël de la rive occidentale serait traitée mollement, la menace de guerre avec l'Égypte et la Syrie étant éliminée, rien ne pourrait forcer le régime sioniste à faire des concessions et l'OLP se trouverait totalement marginalisée. A ce moment-là, toute négociation qui aurait lieu se ferait entre Israël et le régime de Hussein en Jordanie et non entre Israël et l'OLP.

Il s'ensuit que le premier pas dans le calendrier de l'impérialisme US (et de el-Assad et Sadate) se trouve être maintenant le règlement d'un accord pour les hauteurs du Golan. Comme nous l'avons expliqué, à cause des rapports de force créés par l'accord sur le Sinaï il ne sera pas facile d'arriver à un accord sur le Golan. Mais on peut à coup sûr prédire que le régime syrien suivra le chemin de Sadate vers la capitulation. L'accord prendra vraisemblablement la forme d'une démilitarisation partielle ou totale des hauteurs du Golan, sans doute avec la mise en place d'une importante force de l'ONU, combinées avec une renonciation des Syriens à la guerre selon la même ligne que celle de Sadate.

La poursuite des négociations orchestrées par les USA comporteront un durcissement de la répression dans tout le Moyen-Orient arabe. Les masses palestiniennes, l'avant-garde dans tout le Moyen-Orient et même les dirigeants de l'OLP eux-mêmes vont comprendre ce qu'implique la pax americana qui est en train d'être négociée. Il y aura de la résistance et les régimes de Syrie, du Liban et d'Égypte affronteront cette résistance avec toute la rigueur en leur pouvoir. Une coordination plus étroite entre les appareils de répression des différents pays arabes a déjà commencé (le cas de l'Organisation Communiste Arabe, par exemple) et va sans aucun

doute s'intensifier. On peut compter sur les occupants israéliens pour organiser la répression sur la rive occidentale du Jourdain et dans la bande de Gaza. Pour tous les régimes arabes concernés, la capitulation devant l'Etat sioniste et l'impérialisme US implique inévitablement la répression de l'avant-garde arabe.

Même si l'on met à part la question spécifique du "règlement" du conflit israélo-arabe, les tentatives d'établir la "paix américaine" dans le Moyen-Orient arabe nécessite un accroissement de la répression. Le régime de Sadate essaye de résoudre la crise sociale et économique en Égypte avec l'injection massive de capitaux américains mais cela s'est révélé être une faillite totale et ne fera pas mieux dans l'avenir. Le problème du chômage, de l'inflation et de la baisse du niveau de vie en Égypte ont déjà amené un réveil de la classe ouvrière égyptienne et à la ré-émergence d'une avant-garde politique implantée dans les secteurs les plus décisifs de tout le prolétariat arabe. Même s'il n'y a pas immédiate mobilisation en Égypte contre la dernière capitulation de Sadate, la montée des luttes ouvrières dont certaines ont adopté des formes organisationnelles très avancées, va continuer. Depuis plusieurs mois maintenant, Sadate a entrepris une campagne de répression contre l'avant-garde égyptienne, il a très récemment arrêté 20 militants marxistes révolutionnaires. (Voir "Inprecor" n° 33, du 11 septembre 1975). La mobilisation pour défendre les militants révolutionnaires d'Égypte et des autres pays du Moyen-Orient devient donc une tâche cruciale pour les révolutionnaires dans tout le Moyen-Orient et pour tout le mouvement ouvrier international. Faire échec à la répression est l'un des points-clés de la défaite du règlement capitulard.



LA BUREAUCRATIE



SYNDICALE ET LA CRISE

J.P. BEAUVAIS

La transmission par Isabelle Péron de ses "pouvoirs" pour une période de 35 jours, au président du Sénat récemment élu, Italo Luder, est, au-delà de l'anecdote, une nouvelle étape de la crise politique en Argentine et de la mise en place de solutions susceptibles d'y remédier. L'éloignement, même si pour le moment il est temporaire, de la présidente montre à quel point son rôle a été réduit à celui d'une "potiche-symbole", ballotée entre les forces qui, de fait, aujourd'hui tentent de se partager le pouvoir : les forces armées et la bureaucratie syndicale.

Il traduit la volonté de celles-ci de maintenir, pour l'instant tout au moins, l'actuelle façade institutionnelle, ce qui pour l'essentiel signifie s'engager à respecter le calendrier électoral qui prévoit des élections... en 1977, avec ou sans Isabelle Péron. Dans la mesure où celle-ci se révèle incapable de jouer même un rôle de figurante, il fallait préparer à ses futures fonctions -- en le faisant connaître -- celui qui, d'après les règles constitutionnelles, sera chargé de le jouer à sa place. D'où ce premier intérim, premier acte d'un remplacement "en douceur". Mais ces mascarades dérisoires ne peuvent cacher la profondeur de la crise économique, sociale, politique que traverse l'Argentine. A fortiori elles ne peuvent être un remède, même partiel.

Le plan Rodrigo : une déclaration de guerre aux travailleurs

La situation économique, directement à l'origine de la crise actuelle est chaotique. L'in-

flation s'accélère de semaine en semaine, pour ne pas dire de jour en jour et personne dans les milieux économiques argentins ne s'aventure à prévoir quel en sera le taux à la fin de l'année. Ce qui est tenu pour certain, c'est qu'il sera supérieur à 200% pour l'ensemble de 1975...

L'économie dépendante de l'Argentine est aujourd'hui frappée de plein fouet par la récession internationale réduisant à néant la modeste marge de manoeuvre sur laquelle le régime péroniste, et derrière lui la bourgeoisie argentine, comptaient pour imposer -- avec l'aide de la bureaucratie syndicale et moyennant des concessions minimales aux travailleurs -- la politique dite de "pacte social".

Les exportations de produits agricoles -- richesse traditionnelle de l'Argentine -- ont subi le contre-coup de la crise que connaissent les pays européens principaux importateurs. Parallèlement, la hausse du prix de revient des produits industriels en a réduit le caractère concurrentiel au moment où la conquête de nouveaux marchés devenait beaucoup plus difficile, étant donnée la conjoncture mondiale.

La valeur totale des exportations a donc connu une chute spectaculaire qui a pris dans les premiers mois de 1975 des proportions catastrophiques -- (moins 30 à 35% selon les estimations) --.

Affolés, les dirigeants argentins ont décidé de prendre des mesures radicales, mais bien classiques : faire payer aux travailleurs le prix de la crise et d'un éventuel redressement économique.

Tel était le sens du "plan Rodrigo", du nom du nouveau ministre de l'Economie, nommé pour la circonstance.

Outre une nouvelle et importante dévaluation du peso afin de tenter de relancer les exportations, une augmentation massive (de 100% à 150%) des tarifs des services publics, le plan Rodrigo visait surtout à limiter les augmentations de salaires (à environ 40%), prélu- de à un blocage ultérieur et ce, alors qu'à l'époque (juin 1975) l'augmentation du coût de la vie était estimée à 150% pour la période durant laquelle l'augmentation de 40% des sa- laires devait s'appliquer.

A partir de ces données, les calculs sont très simples. Tous les travailleurs les ont fait : le plan Rodrigo visait à amputer leur pouvoir d'achat d'environ 50%. Ce qui est quasiment du même ordre de grandeur que ce qu'a obtenu de l'autre côté de la frontière, Pinochet, avec les moyens que l'on sait.

Ce plan était donc une véritable déclaration de guerre à la classe ouvrière. En ce sens, il révélera la stupidité politique de l'équipe rassemblée autour de Lopez Rega, à l'époque encore l'homme fort du régime, à laquelle appartient Celestino Rodrigo. Croire qu'un tel plan n'allait pas provoquer une riposte massive d'une classe ouvrière aussi comba- tive que la classe ouvrière argentine relève d'une cécité politique peu commune !

Mais au-delà du "clan Lopez Rega", les ré- actions de la bourgeoisie argentine seront elles aussi très révélatrices : jusqu'aux pre- miers jours de l'énorme mobilisation des tra- vailleurs qui allait balayer le plan Rodrigo et obliger son auteur à démissionner de son éphémère poste ministériel, l'essentiel des forces bourgeoises, à l'exception de certains secteurs de la C. G. E. (1) appuie ce plan. Par intérêt de classe bien compris, c'est évident.

Mais le fait que la bourgeoisie argentine ait appuyé des propositions aussi irréalistes quant à leurs possibilités d'application montre aussi quel était à ce moment le degré de son désarroi...

La première riposte ouvrière et l'attitude de la C.G.T.

L'annonce du plan Rodrigo coïncidait -- et c'était là le sens de sa publication hâtive -- avec les réunions annuelles de commissions paritaires à l'échelle nationale en vue de re- nouveler les conventions collectives des travailleurs de secteurs entiers de l'écono- mie (notamment dans la métallurgie, les ser- vices publics, les banques, le bâtiment).

Alors que ces négociations se déroulaient, la mobilisation s'organisait ; inégal au début se-

lon les secteurs et les régions, le mouvement ne tardait pas à se généraliser, révélant une extraordinaire combativité dont la grève de Villa Constitucion avait été deux mois aupa- ravant un signe avant-coureur.

Des secteurs considérés depuis des années comme peu combatifs participent au mouve- ment aux côtés des travailleurs de la métal- lurgie, de l'automobile, des arts graphiques et de l'imprimerie, traditionnellement à la pointe du combat. Pour la première fois, le mouvement ne se limite pas à une ou deux pro- vinces, notamment celle de Cordoba ou de Santa-Fé. Il est national, et les banlieues industrielles de Buenos-Aires y participent totalement, ce qui est nouveau.

Un peu partout surgissent des coordinations locales ou de branche, inter-entreprises, regroupant des représentants de la base ou de commissions internes. Produits du débordement de l'appareil bureaucratique de la CGT, ces coordinations commencent à jouer localement le rôle de véritables directions de rechange. Ce sera très vite le cas à Cordoba, à Santa-Fé mais aussi à Buenos-Aires, en particulier dans le secteur ban- caire et dans la zone de la Matanza.

Dans ces conditions et après avoir usé de tous les moyens en son pouvoir pour freiner le mouvement, la bureaucratie se vit obligée de céder du terrain. S'opposer de front à une telle mobilisation eût très vite signifié pour elle la perte du contrôle qu'elle exerce tou- jours sur une grande partie de la classe ou- vrière.

Elle "accepta" donc, tout comme le patronat qui quelques jours avant se félicitait des pro- jets gouvernementaux, dans le cadre des réu- nions paritaires qui continuaient à se dérou- ler parallèlement à la mobilisation, des aug- mentations salariales qui allaient bien au-delà des limites fixées par le plan Rodrigo. La moyenne de ces augmentations était proche de 100%, pouvant aller dans certains secteurs jusqu'à 130% ou même 140%. Si le pourcentage d'augmentation apparaît à première vue considérable, il est à rapprocher de l'esti- mation à 150% de la hausse du coût de la vie.

Face à cette situation, le gouvernement d'Isa- belle Péron-Lopez Rega n'avait que deux alternatives : ou bien céder face à la pression ouvrière et entériner les conventions collec- tives ce qui revenait à mettre le plan Rodri- go à la poubelle quelques jours seulement après son annonce, ou bien aller à l'épreuve de force contre la classe ouvrière, mais aussi contre la bureaucratie syndicale. Cette dernière, bien que pilier du régime péroniste, ne pouvait guère faire machine arrière et re- venir sur ce qu'elle avait signé la veille sans se discréditer totalement et perdre précisément ce qu'elle avait voulu préserver en signant

les conventions collectives : son contrôle sur la majorité de la classe ouvrière.

C'est là une question vitale pour toute bureaucratie syndicale, aussi corrompue, aussi vendue soit-elle. Choisir l'affrontement avec les travailleurs et la bureaucratie syndicale c'était aussi pour Isabelle Péron-Lopez Rega choisir de briser le mouvement péroniste, vu le rôle décisif qu'y joue précisément cette même bureaucratie syndicale.

Une telle option équivalait à un suicide politique. C'est pourtant cette voie qu'ils adoptèrent.

La grève générale: mobilisation spontanée et récupération

Dès qu'Isabelle Péron eût annoncé, dans un discours provoquant et hystérique qu'aucune augmentation de salaire supérieure à 50% ne serait acceptée et que, par conséquent, tous les accords paritaires déjà conclus et qui allaient au-delà de cette limite étaient annulés et sans valeur aucune, la mobilisation redoubla. Une grève générale spontanée paralysa immédiatement plusieurs provinces de l'intérieur notamment celles de Mendoza, Cordoba et Santa-Fé. Et, débordant très vite ce cadre initial, elle s'étendit à la quasi-totalité du pays.

Au cours de ces mobilisations massives, les coordinations inter-entreprises se multiplièrent, se renforcèrent, accentuant encore le caractère de direction de rechange au mouvement qu'elles avaient commencé à acquérir lors de la première phase, c'est-à-dire après l'annonce du plan Rodrigo et avant la décision du gouvernement de ne pas reconnaître les nouvelles conventions collectives. Complètement débordée, la bureaucratie syndicale qui tente encore de gagner du temps et de résoudre la crise par la négociation, se voit finalement obligée de prendre le train en marche. Elle proclame la grève générale pour 48 heures, les 7 et 8 juillet pour la reconnaissance des conventions collectives et aussi pour la démission de Lopez Rega, l'homme fort du gouvernement péroniste et symbole de sa ligne politique.

A partir de là, les événements vont se précipiter. Du côté du gouvernement petites manoeuvres et opérations de diversion comme le remplacement de tel ou tel ministre resteront sans effet. La crise est trop violente, trop profonde pour être résolue par de simples replâtrages. Au-delà du gouvernement, c'est tout l'édifice politique qu'avait mis en place Péron qui est ébranlé et menacé d'effondrement total.

Péronisme, classe ouvrière et bureaucratie syndicale

Le parti péroniste est en pleine débandade,

déchiré qu'il est entre le clan Lopez Rega jusqu'alors tout puissant parce qu'il était le "pouvoir" et la bureaucratie syndicale qui apparaît à la lumière des événements comme le dernier et seul recours pour les péronistes de garder le pouvoir.

Mais plus grave et plus fondamentale que la crise qui frappe les appareils politiques, c'est l'accélération brutale des tensions, des distanciations, des ruptures entre le péronisme et les masses argentines, entre le péronisme et la classe ouvrière argentine qui est au centre des préoccupations de tous les possédants, de tous les défenseurs de l'ordre.

Pour chaque parti, chaque secteur, chaque fraction de la bourgeoisie, qu'il soit allié au péronisme comme Arturo Frondisi, qu'il soit un opposant à la fois "mesuré et complice" comme Ricardo Balloin le dirigeant radical, qu'il soit d'extrême-droite et farouchement anti-péroniste comme Manrique, la crise n'est pas seulement celle du péronisme ; mais c'est celle de l'ensemble du système de domination de la bourgeoisie dont le péronisme, par l'influence qu'il a sur les masses argentines, même si elle est déclinante, est une composante essentielle. C'est cette même analyse que feront la grande majorité des militaires tout au long de la crise.

Rarement, en théorie du moins, le pouvoir n'a été aussi facilement à leur portée que ces dernières semaines, alors que les mobilisations de masse retombaient et que le gouvernement se décomposait totalement. Ils ne l'ont pas pris bien que leur rôle ait été, et reste plus que jamais décisif.

Cette attitude n'est pas le produit, comme on le répète assez souvent du traumatisme que représenterait pour eux l'échec qu'a connu la dictature militaire de 1966 à 1972. Si l'armée argentine se veut aujourd'hui "professionnaliste" comme ne cessent de le répéter ses chefs, c'est bien par volonté et calcul politique. Ils pensent que mieux vaut se réserver pour intervenir en cas de nouvelle aggravation de la situation. Cette aggravation possible étant essentiellement pour eux une perte de contrôle encore beaucoup plus accentuée de la bureaucratie syndicale sur la classe ouvrière.

Mieux vaut donc maintenir un cadre institutionnel qui, même s'il n'est qu'une façade délabrée, donne à cette bureaucratie syndicale le maximum de poids et de marge de manoeuvre.

C'est à partir de ce cadre qu'il faut analyser les nouvelles données de la situation argentine, telles qu'elles émergent -- dans la confusion la plus totale, il est vrai -- au lendemain de la grève générale des 7 et 8 juillet.

Victoire des travailleurs et victoire des bureaucrates

Cette grève peut être considérée, en effet, comme à la fois le point culminant de la crise ouverte par l'annonce du plan Rodrigo et en même temps comme un tournant radical dans le déroulement et la dynamique de la crise.

En se plaçant à la tête du mouvement, la CGT réussit de fait, et non sans mal et sans bavures, à en reprendre le contrôle. Mais surtout, cela va lui permettre de s'approprier les fruits de la victoire, victoire qui est pourtant avant tout le produit de la mobilisation massive et spontanée des travailleurs argentins...

Pour ces derniers la victoire est double : d'une part, Isabelle Péron doit reculer et accepter les augmentations de salaire prévues dans les conventions collectives. Ce qui signifie pour la bourgeoisie, l'abandon du plan Rodrigo. D'autre part, après de nouvelles et rocambolesques péripéties, Lopez Rega doit quitter le gouvernement puis le pays, première étape de la liquidation de son "clan" dans l'appareil d'Etat et au sein du mouvement péroniste. Successivement, tous les ministres qui, politiquement, ont des liens avec lui devront démissionner, ainsi que son beau-fils Raul Lastiri, président de la chambre des députés et premier vice-président du parti Justicialiste.

Conjuguant habilement l'utilisation de la victoire pour convaincre les travailleurs des secteurs les moins combattifs de reprendre le travail, et la répression la main dans la main avec les patrons, contre les éléments les plus combattifs -- il y aura plusieurs centaines de licenciements "politiques" rien qu'à Buenos Aires -- la CGT va pas à pas reprendre le contrôle de la situation au niveau du mouvement ouvrier.

Au niveau du mouvement péroniste, de son appareil, elle fera de l'élimination totale du clan Lopez Rega son affaire. La politique de Lopez Rega, ses projets fascisants étaient pour elle, à terme, une menace. De plus, le poids sans cesse croissant que lui et ses hommes avaient au sein du mouvement péroniste, y réduisait d'autant le rôle de la bureaucratie syndicale. L'heure des affrontements et des règlements de compte approchait. Rien n'était donc plus naturel, plus facile et aussi plus habile pour les bureaucrates que de s'approprier et de parachever la victoire des travailleurs sur ce plan. Mais cela ne veut pas dire que la politique de répression et de terreur dont Lopez Rega était le symbole sera abandonnée. Tout au plus sera-t-elle plus sélective contre les organisations révolutionnaires, les travailleurs combattifs et évitera-t-elle des "bavures" marginales dont avaient été victimes certains syndicalistes. A première vue, la bureaucratie syndicale apparaît donc comme le grand vainqueur de la crise.

Au sein du mouvement péroniste elle est devenue la force essentielle et incontestée. Jamais son poids n'y a été si grand et si déterminant.

Face à toutes les forces de la bourgeoisie, y compris les Forces Armées, elle a administré la preuve que -- malgré toutes les difficultés et au prix de concessions importantes -- elle était un véritable et indispensable instrument de pouvoir face à une classe ouvrière de plus en plus combative et mobilisée. Mais là réside sa contradiction et sa grande faiblesse dans la nouvelle période politique qui s'ouvre en Argentine.

Limites, faiblesses et contradictions

Le renforcement des positions de la bureaucratie syndicale est le produit des deux phénomènes fondamentaux de cette nouvelle période politique :

D'une part, la remontée spectaculaire de la combativité et de la mobilisation ouvrière. D'autre part, la crise aigüe que connaît l'ensemble du système de domination de la bourgeoisie et en particulier le péronisme. C'est à partir de là que l'on peut comprendre les limites et les faiblesses de ce renforcement.

La remontée des luttes ouvrières si elle se prolonge et se développe -- ce que tous les éléments à notre disposition semblent indiquer -- après avoir conjoncturellement servi les intérêts de la bureaucratie est pour celle-ci une menace directe, particulièrement dans le contexte argentin actuel. De par l'acuité de la crise économique, la marge de concession dont dispose la grande bourgeoisie, dans le cadre de son système est des plus réduites. Le retrait du plan Rodrigo ne signifie pas que les objectifs qu'il se fixait soient abandonnés. Seules les méthodes et les rythmes vont changer.

La capacité de négociation et de manoeuvre des bureaucrates sera par conséquent très faible face à la classe ouvrière. Ils risquent d'être donc à nouveau et massivement débordés, d'autant plus que dans l'actuelle crise, le débordement s'est révélé aux yeux des travailleurs, être payant.

Plus fondamentalement encore, on ne peut ramener les luttes et les grèves spontanées et généralisées de juin et des premiers jours de juillet à un simple débordement ponctuel.

A travers la lutte, de nouveaux secteurs du prolétariat combattif ont rompu avec la bureaucratie, accélérant et amplifiant un processus entamé depuis le premier cordobazo, en juin 1969. C'est ce que souligne et explique le fait, fondamental, que pour la première fois, au même moment, dans les principales concentrations industrielles du pays, des di-

rections alternatives aient surgi au cours de la mobilisation. Sans sous-estimer le caractère très inégal du phénomène, les ruptures avec la bureaucratie syndicale ont eu un caractère de masse à l'échelle du pays tout entier, comme ce ne fut jamais le cas auparavant.

Certes, l'absence d'une véritable direction alternative reconnue, capable de centraliser et de systématiser un tel processus, en a freiné la dynamique. De même que les oscillations et l'opportunisme de la plupart des forces de la gauche révolutionnaire ont facilité la tâche de la CGT.

Mais globalement, une nouvelle et importante étape a été franchie par le prolétariat argentin dans sa lutte pour la conquête de l'indépendance politique.

En ce sens, la "victoire" de la bureaucratie est à double tranchant, et fort précaire.

Mais, précaire et à double tranchant, cette "victoire" l'est aussi pour d'autres raisons qui tiennent à la crise du péronisme.

L'orpheline du projet péroniste

Si la CGT en devient aujourd'hui la composante essentielle c'est parce qu'il ne reste plus grand chose par ailleurs. Ce qui subsistait du caractère bonapartiste et populiste du péronisme a sombré dans la crise. Et la bureaucratie syndicale qui était un instrument privilégié de ce bonapartisme et de ce populisme ne peut bien évidemment prétendre à elle seule, et pour son compte, jouer ce rôle.

C'est un problème, qu'en d'autres circonstances, Péron avait bien compris. Pour lui, dans le cadre de son projet bonapartiste, la bureaucratie syndicale était essentielle. Mais il a toujours veillé, notamment lorsqu'il était en exil et préparait son retour à ne pas ramener le mouvement péroniste à la seule bureaucratie syndicale, non seulement pour ne pas en être le prisonnier, mais surtout pour préserver la crédibilité de son projet, notamment aux yeux de secteurs importants de la bourgeoisie argentine.

Or, pour la bureaucratie syndicale aujourd'hui, la fin du péronisme en tant que bonapartisme populiste signifie la fin du projet politique qui lui donnait sa force et sa cohésion.

C'est là un problème qui se posait depuis la mort de Péron, étant donné l'évolution du régime sous la direction de Lopez Rega. Mais il a pris toute sa dimensions ces derniers mois et le symbole en a été le fait de se placer à la tête d'une grève générale, clairement orientée contre le gouvernement péroniste.

La mascarade qui a consisté à "appuyer Isabelle Péron" en même temps, outre qu'elle

n'a guère eu d'écho, ne changeait rien à l'affaire.

Ce n'est pas seulement parce qu'elle parlait au nom des travailleurs argentins que la CGT négociait de puissance à puissance sous la dictature militaire avec Onganía, Levingston ou Lanusse. C'est aussi parce qu'elle s'intégrait au projet politique péroniste. Ce n'est pas seulement parce qu'elle se voulait le défenseur des intérêts immédiats des travailleurs que la CGT a pu dominer, contrôler, embrigader même l'immense majorité des travailleurs argentins. Mais c'est aussi parce qu'elle leur proposait, à travers le péronisme et ses mirages d'autres objectifs, politiques ceux-là.

Les mirages du péronisme évanouis, le projet politique dont il était porteur devenu caduc, ce sont là des coups très durs pour la bureaucratie syndicale. Plus encore que ces dernières années, elle aura du mal à maintenir son influence sur d'importants secteurs du mouvement ouvrier, à prévenir des ruptures de plus en plus massives et significatives de travailleurs jusqu'alors dominés par elle.

D'autant que sa cohésion ne manquera pas non plus d'être atteinte par ces nouvelles données.

Péron, le péronisme en tant que projet politique, étaient à la fois de l'extérieur et de l'intérieur facteurs de cohésion et d'homogénéité. Cela ayant disparu, les relations entre l'appareil bureaucratique et les masses étant chaque fois plus tendues, les conflits entre cliques aux intérêts divergents, déjà nombreux, vont aller se multipliant. Déjà en pointillé des orientations divergentes se profilent : les rapports entre bureaucratie et appareil d'Etat, le problème des relations avec les Forces Armées, ou certains secteurs d'entre elles, le problème d'une expression politique propre de l'appareil syndical, distinct du parti Justicialiste en sont l'enjeu.

La "victoire" apparente de la bureaucratie syndicale est donc toute relative. La toute-puissance qu'elle a acquise au sein du péronisme à la faveur de la crise est le produit de facteurs qui à terme jouent tous contre elle, de la mobilisation croissante de la classe ouvrière, à la crise du mouvement péroniste.

Plus que jamais la voilée associée au pouvoir en crise de la bourgeoisie, à son appareil d'Etat, à son gouvernement, alors que la seule issue pour cette bourgeoisie est la mise au pas de la classe ouvrière. Alors que la situation économique catastrophique rend les marges de négociations dérisoires sinon nulles. Alors que la répression contre l'avant-garde, contre les travailleurs les plus combattifs continue, redouble même comme en té-

moignent les massacres de ces dernières semaines. Alors que se multiplient, comme à Tucuman, les opérations militaires contre la guérilla. Placée plus que jamais aujourd'hui aux avant-postes du combat pour la mise au pas de la classe ouvrière, alors qu'en même temps elle tente de s'attribuer les mérites et les fruits de l'immense mobilisation ouvrière d'il y a à peine un mois, son caractère apparaît de plus en plus violemment contradictoire, alors que s'aiguisent les antagonismes de classe.

Plus que jamais les événements de ces derniers mois mettent à l'ordre du jour la nécessité de la mobilisation indépendante du mouvement ouvrier, la lutte des travailleurs pour leur organisation indépendante. Plus que jamais, toute politique opportuniste vis-à-vis de la bureaucratie, toute politique qui fait con-

solidarité avec le PST!

Dans notre dernier numéro (N° 33 du 11 septembre) nous annoncions que 5 militants du PST (Partido socialista de los trabajadores - Parti socialiste des travailleurs) en Argentine avaient été assassinés. Depuis nous avons appris que trois autres militants de cette organisation avaient été tués par les bandes fascistes. Nos camarades s'ajoutent à la longue liste d'assassinats politiques en Argentine, près de 300 depuis le début de l'année. Couvertes par le gouvernement péroniste les bandes fascistes agissent impunément dans le pays, frappant le mouvement ouvrier et son avant-garde militante. Les camarades assassinés étaient engagés dans un travail de soutien aux luttes de l'entreprise sidérurgique Propulsora dans la banlieue de Buenos Aires. Lors de l'enterrement des victimes un délégué de cette usine expliqua : "Face aux événements de La Balandra (lieu des assassinats) nous avons l'obligation morale de les répudier. Les bandes mercenaires qui ont fait des huit camarades leurs nouvelles victimes ne s'arrêteront pas là". Il appela ensuite les travailleurs à riposter à ces attaques.

Face à l'intensification de la violence contre le mouvement ouvrier de la part des bandes fascistes au service des exploités, il devient toujours plus clair pour les travailleurs argentins qu'il est nécessaire d'organiser l'auto-défense à tous les niveaux, dans les entreprises et les quartiers.

- SOLIDARITE AVEC LE PST ET LES TRAVAILLEURS ARGENTINS !
- CONTRE LA VIOLENCE FASCISTE, AUTO-DEFENSE OUVRIERE !

fiance à ses soi-disant plans de lutte, à ses "propositions pour sortir de la crise" aux structures syndicales contrôlées par elle, est un frein à la mobilisation et à la prise de conscience des travailleurs.

Plus que jamais et avec des possibilités bien plus grandes qu'il y a seulement quelques mois, les marxistes révolutionnaires argentins doivent impulser la constitution d'organismes indépendants pour diriger la lutte comme l'ont été durant la mobilisation de juin-juillet, les coordinations de lutte, les comités de mobilisation inter-entreprises, les coordinations locales ou régionales.

Le 16.9.75

(1) C.G.E. : Association patronale regroupant les petites et moyennes entreprises. ■

Nous publions, extraite de "Avanzada Socialista", une biographie des 8 militants assassinés.

ROBERTO LOSCERTALES

A 31 ans, Roberto Loscertales, appelé "Laucha", était membre de la direction du PST à la Plata. Entré dans notre organisation en 1967 alors qu'il était étudiant, il fut le fondateur de nos groupes universitaires à La Plata.

En 1972 il abandonna l'université pour se joindre aux groupes de camarades qui parcouraient le pays pour assurer la reconnaissance légale du Parti.

Ensuite il fut ouvrier de l'Astillero Rio Santiago où il fut un militant remarquable de la liste d'opposition Marron jusqu'à ce qu'il soit licencié pour avoir impulsé la solidarité avec la lutte de Propulsora Siderurgica. Depuis lors il milita sur les fronts de lutte de Propulsora, l'Astillero, le trust de la viande, et Petrochimie Sud-américaine.

HUGO FRIGERIO

Il avait 30 ans et il laisse un fils de un an et demi. Ce camarade était entré au PST en 1973 lorsque se déroulaient les grandes manifestations de travailleurs de l'Etat dont il fut un dirigeant important. Il entra à la Commission interne du Ministère des Travaux Publics de la Plata et rapidement devint membre de la Commission directrice de l'Association du personnel des Travaux Publics. En 1973 il fut candidat aux municipales pour notre parti. De plus, il était membre du Front partisan des Employés de l'Etat de la Plata.

Il avait échappé à deux attentats contre sa vie avant d'être assassiné.

LIDIA AGOSTINI

En 1975, ayant terminé ses études, elle entra dans notre organisation comme l'une des premières militantes du Front des Professions libérales.

A 27 ans, elle exerçait sa profession dans un dispensaire de la Municipalité de La Plata.

ANA MARIA GUZNER LORENZO

Elle avait été déléguée de l'Association des travailleurs de l'Université de La Plata (ATULP). Elle travailla dans les bureaux de l'Université pendant 11 ans. Elle entra dans notre parti en 1973.

La dénonciation envoyée par la "Mission Ivanissevitch" lui fit perdre sa place. Elle entra alors au Conseil des Professionnels de l'Economie de la province de Buenos Aires.

ADRIANA ZALDUA

Elle était entrée dans notre parti en 1971 quand elle était étudiante de la Faculté d'Architecture.

Elle prit une part remarquable aux mobilisations de solidarité avec les travailleurs boliviens. Un peu plus tard elle participa à la lutte qui chassa les groupes fascistes de son université.

En 1974 elle milita à Quilmes sur les fronts de la jeunesse et des enseignants.

Elle était revenue cette année militer à la Faculté d'Architecture. Elle avait 22 ans.

PATRICIA CLAVERIE

Elle s'était liée au parti à Bahia Blanca comme militante du mouvement étudiant. Elle

vint ensuite à La Plata où elle entra à la Faculté des Sciences naturelles. En même temps elle travaillait au Sénat provincial.

CARLOS ENRIQUE POVEDANO

En 1971 Carlos Enrique Povedano, appelé Dicki par ses camarades entra dans notre courant en étant étudiant en Sciences économiques.

Un moment il abandonna l'activité militante. Il se rapprocha de nouveau à l'été 1974, cherchant l'appui du Parti pour organiser ses camarades de la Délégation à la Prévision sociale de la nation où il travaillait. Membre de la Commission interne de son lieu de travail, il fut le dirigeant le plus en vue des travailleurs de la Prévision de La Plata dans les derniers mois.

Au moment de sa mort il venait d'entrer dans le comité directeur de la région de La Plata du PST.

OSCAR LUCATTI

Il entra au Parti au milieu de 1972, au moment où se préparaient les activités pour la campagne électorale. Il entreprit la construction de la Jeunesse Socialiste dans la zone de Ensenada.

Il travaillait en outre au Ministère des Travaux Publics de La Plata où il était délégué. ■

LES NOTRES

Georg JUNGCLAS

(1902 - 1975)

P.FRANK

Notre camarade Georg JUNGCLAS, qui fut membre du Secrétariat de la Quatrième Internationale depuis la fin de la guerre jusqu'au 10^e Congrès Mondial (1974) qui l'a élu à la Commission de contrôle internationale, est mort à Cologne le 11 septembre. Toute la Quatrième Internationale est en deuil et partage la douleur de sa compagne, Leni.

Par sa vie, Georg incarnait l'histoire si tourmentée de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat allemand au cours des soixante dernières années. Né dans une famille aux convictions socialistes qui fut hostile à la politique de la social-démocratie pendant la première guerre mondiale, Georg adhéra à l'âge de 14 ans à un groupe de Jeunesse Socialiste à Altona (banlieue de Hambourg)

qui s'opposait à la guerre impérialiste et à la trahison du Parti social-démocrate allemand. Pendant cette période il milita dans des groupes illégaux et adhéra au Spartakusbund qui avait été créé par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Il participa à toutes les luttes révolutionnaires qui, à l'époque se déroulèrent en Allemagne et plus particulièrement il prit part à l'insurrection de Hambourg d'octobre 1923. Ses activités révolutionnaires l'obligèrent à vivre clandestinement d'abord en 1921-22 puis en 1924-26.

Georg vécut le plus souvent à Hambourg jusqu'en 1933. Membre du Parti communiste allemand, il se situait à sa gauche que dirigeaient Maslow, Ruth Fischer et Urbahns, le leader communiste de Hambourg. Exclu du Parti communiste en 1928, il défendit dans

le Leninbund créé par Urbahns les positions de Trotsky et, en 1930, il participa à la fondation de l'Opposition de gauche allemande, adhérente à l'opposition de gauche internationale dirigée par Trotsky et qui, ultérieurement, devint la Quatrième Internationale. Il participa à la rencontre internationale qui se tint à Copenhague à l'occasion du voyage de Trotsky dans cette ville en novembre 1932.

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, Georg vécut quelques mois dans l'illégalité puis émigra au Danemark. Il milita dans ce pays pour gagner au trotskysme des émigrés allemands et des militants révolutionnaires danois. Il fut ainsi à l'origine de la section danoise de la Quatrième Internationale. Il rencontra à nouveau Trotsky en 1936 à Hønefoss en Norvège.

Après l'invasion du Danemark par les troupes allemandes, Georg vécut clandestinement dans ce pays, participant à la résistance, notamment en contribuant à sauver de la mort des juifs danois -- ce qui lui valut après la guerre une reconnaissance officielle de la part des autorités danoises. Arrêté en 1944, Georg fut transféré à Hambourg, puis à Berlin et à Bayreuth, dans des fourgons cellulaires qui portaient la mention "Communiste, chien dégénéré à abattre en cas de fuite". Il n'échappa à la mort que par suite de l'effondrement des nazis. "Libéré" par les troupes américaines en avril 1944, il fut détenu jusqu'en 1946 par les communistes tchèques qui avaient pris la direction du pénitencier où il se trouvait.

Dès sa sortie de prison, Georg reprit contact avec la direction de l'Internationale, direction qui avait été reconstituée la même année à la Conférence internationale tenue à Paris. Au Congrès de la Quatrième Internationale qui se tint en 1948, il représenta la section allemande. Depuis lors, il participa très activement à la direction de l'Internationale et de sa section allemande.

En 1946, Georg était pratiquement le seul membre de la section allemande d'avant-guerre qui survécut à la répression et ne fut pas détruit politiquement par les années d'exil. L'Allemagne était alors en ruines. Mais si le relèvement économique de ce pays allait se faire avec une rapidité prodigieuse, le relèvement politique de la classe ouvrière allemande et plus encore, la reconstruction d'une avant-garde révolutionnaire se sont opérés avec une telle lenteur qu'ils n'ont encore aujourd'hui effectué que quelques pas. Georg consacra le meilleur de ses forces à la tâche pénible et ingrate de reconstruction de l'organisation trotskyste en Allemagne. Il parcourut pendant des années toute l'Allemagne occidentale pour trouver des militants, un par un, oeuvrant à l'élaboration de la politique de la section allemande et de l'Internationale, assurant la parution de publications trotskystes, collaborant

à des publications dans lesquelles il exprimait les positions de la Quatrième Internationale. C'était un travail se heurtant à d'innombrables difficultés. Le marxisme révolutionnaire, en dépit de toutes les circonstances adverses, attirait des hommes désireux de préparer le renversement du système capitaliste ; le milieu apolitique étouffant de l'Allemagne de cette époque contribuait à briser nombre de ceux qui se tournaient vers lui. Dans cette période qui, pour n'être pas aussi tragique que celle qui précéda la guerre, n'en offrait pas moins un sol peu fertile au marxisme révolutionnaire, Georg fit preuve de la plus grande ténacité et ne désespéra jamais. Il sut exploiter les plus faibles possibilités qui s'offraient dans son pays. En outre, il fut un des premiers à tenter d'organiser les travailleurs immigrés en Allemagne et d'associer à cette tâche le mouvement ouvrier allemand. Enfin et surtout, il apporta une contribution exceptionnelle au soutien à la révolution algérienne. Sa maison servit pratiquement de centre politique et organisationnel à ce travail et il collabora notamment à la mise sur pied par la Quatrième Internationale au Maroc d'une usine d'armements pour le F. L. N.

Toute cette activité intense et difficile, dont l'énumération si brève ne donne, dans sa sécheresse, qu'une faible idée, Georg l'effectua avec beaucoup de modestie et d'humour, y compris dans des moments particulièrement pénibles.

Dans les récentes années, Georg dont les capacités de travail se trouvaient diminuées par l'âge et la maladie, eut la joie de voir apparaître des forces jeunes, y compris en Allemagne qui prenaient la relève et donnaient une croissance et une impulsion à la Quatrième Internationale, jamais connues dans le passé. Elles justifiaient à ses yeux les années de lutte et la confiance inébranlable qu'il avait eue depuis son adolescence dans la révolution socialiste mondiale. Il avait participé au Congrès pour l'Europe rouge à Bruxelles en 1971, où se manifestait pour la première fois la percée de la Quatrième Internationale.

Georg put présider à la fondation du GIM (section allemande de la Quatrième Internationale) avec des forces encore insuffisantes mais néanmoins jamais atteintes dans le passé. Cette section, il pouvait dire qu'il l'avait vraiment construite, en ce sens qu'elle pouvait désormais vivre et se développer même quand il ne serait plus.

Je me permettrais de conclure cette courte notice biographique par quelques mots personnels. J'ai rencontré Georg pour la première fois, voici bientôt 45 ans à Berlin, nous nous sommes revus en 1932 à Copenhague puis à Paris pendant ses années d'exil. Dans les années qui suivirent la guerre, il s'était for-

gé entre lui et moi les liens d'une très grande, d'une très profonde amitié. Je crois pouvoir dire que nous étions les plus vieux et les meilleurs amis dans l'Internationale. Je l'avais vu pour la dernière fois il y a quelques mois, couché sur un lit d'hôpital. Il était heureux de la victoire que venaient de remporter les peuples d'Indochine et était aussi avide que jamais de connaître les activités de la Quatrième Internationale. La vie de Georg,

c'était le combat révolutionnaire. Dans ce combat que poursuit la Quatrième Internationale, Georg continuera de vivre.

le 12 septembre 1975

(Une interview de Georg Jungclas donnant des détails sur son activité d'avant la guerre et pendant la guerre notamment se trouve dans "Quatrième Internationale", N° 3, 15 juillet 1972)

FORUM INTERNATIONAL

Pour un quotidien communiste révolutionnaire

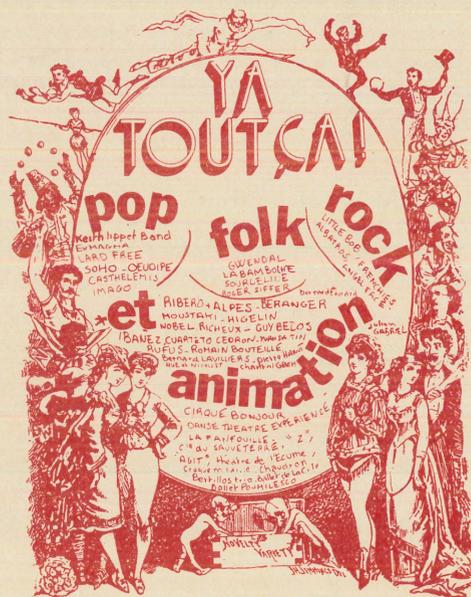
Lors de leur premier congrès de décembre 1974, les militants de la Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVème Internationale, votèrent la publication d'un journal quotidien à partir de janvier 1976. Depuis, l'ensemble de l'organisation s'est lancée dans une campagne pour récolter les fonds nécessaires à la mise en place de cet instrument politique indispensable.

En effet, dans une situation marquée par la montée des luttes ouvrières et révolutionnaires depuis 1968 (victoire de la révolution indochinoise, montée de la révolution au Portugal, intensification des luttes contre la dictature en Espagne, développement des luttes ouvrières en Italie, Grande-Bretagne France), un journal quotidien, permettant de rendre compte au jour le jour des luttes de la classe ouvrière et de tous les secteurs de la société; de développer la solidarité militante avec les luttes en Europe et dans le monde; de stimuler le débat entre les différentes forces révolutionnaires, devient une nécessité urgente.

Dans le cadre de la campagne pour le lancement du Quotidien Rouge, un forum international est organisé à Paris, aux Halles de la Villette les 18 et 19 octobre prochains. Ce forum sera à la fois un festival artistique et un vaste débat entre la LCR, les sections européennes de la IVème Internationale et les différentes organisations révolutionnaires françaises et européennes. Il s'agit par là de donner l'image concrète de la démocratie ouvrière pour laquelle nous luttons. Toute une série de débats centraux sont prévus : la crise économique, le marxisme aujourd'hui, l'oppression des femmes, la révolution portugaise, la presse et l'information, ville et révolution, la démocratie socialiste, l'armée, show business et révolution, etc..

De plus, plusieurs centaines de stands sont prévus, regroupés en cités autour de différents thèmes : cité internationale, cité des luttes ouvrières, cité du mouvement autonome des fem-

TOUS A PARIS 18 et 19 octobre !



mes, cité des soldats, cité de la jeunesse, cité culturelle... Des débats spécifiques auront lieu également dans le cadre de ces cités. Tout doit être fait pour stimuler la discussion et la confrontation les plus démocratiques possibles sur des problèmes qui concernent l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Pour permettre la naissance du Quotidien Rouge, participez nombreux au Forum International des 18 et 19 octobre à Paris.

Pour soutenir financièrement l' "opération quotidien" envoyez vos contributions par mandat international ou par chèques bancaires à l'ordre de : Melle P. Chenot
10 Impasse Guéménée
75004 PARIS/France